

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1519

13 juin 2014

SOMMAIRE

BERF Luxco 1	72866	CODUR S.A. (Constructions Durables) ..	72871
BG Sicav	72873	Cofida S.A.	72871
Blue Lit Invest S.A.	72866	Compagnie Financière de Castiglione	72870
BP@L S.A.	72869	C.S. LUX sàrl	72869
BP@L S.A.	72866	Digicash Payments S.A.	72872
Capelux S. à r.l.	72867	European General Investments	72868
Capelux S. à r.l.	72867	Fondho S.à r.l.	72866
Carnet S.A.	72867	Forti Express	72870
Casa Alta S.à r.l.	72867	Galileo Lux GP S.à r.l.	72877
CCOM.LUX S.à r.l.	72868	Gilmour Holdings S.à r.l.	72867
Centre des solutions Sàrl	72869	H.I.G. Luxembourg Holdings 39 S.à r.l. ...	72869
CEP III Alphyn I S.C.A.	72905	HILL INTERNATIONAL NV Lux Branch	72871
CERE Coinvest S. à r.l.	72868	Inzag II S.à r.l.	72912
CEREP Ashley S.à r.l.	72868	J.A.F. S.A.	72912
CEREP Benelux Students S.à r.l.	72868	Landericus Holding Limited S.à r.l.	72912
CETREL S.A.	72871	Müller Sporty GmbH	72902
Challenger Luxembourg S.A.	72870	OPG Commercial RE Europe S.à r.l.	72889
Charter Hall Retail Europe No. 1 S.à r.l.	72869	Teleflex Medical Devices S.à r.l.	72899
Charterhouse Acorn S.à r.l.	72899	Wajos Luxemburg	72909
CODUR S.A. (Constructions Durables) ..	72870		

BERF Luxco 1, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.000,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 160.384.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Référence de publication: 2014052856/10.

(140060550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Blue Lit Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 104.241.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014052858/10.

(140061104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

BP@L S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 35.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 85.462.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 11 janvier 2014

Après délibérations, les actionnaires ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

1^{ère} résolution:

Les actionnaires décident de rayer Monsieur Philippe Sancey de son poste de commissaire aux comptes.

2^{ème} résolution:

Les actionnaires décident de nommer comme nouveau commissaire aux comptes à partir de ce jour, et jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire du 2015:

- Monsieur, Marc LUCAS employé, né à Luxembourg le 7 janvier 1970,

Demeurant professionnellement au 17, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014052859/19.

(140061118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Fondho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 99.527.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014053020/14.

(140061043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Capelux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 20, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 129.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CAPELUX S.à r.l.

Référence de publication: 2014052896/10.

(140060779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Capelux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 20, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 129.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CAPELUX S.à r.l.

Référence de publication: 2014052897/10.

(140060780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Carnet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 53.507.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg, le 11 avril 2014

La démission de Monsieur Jacopo ROSSI de son poste d'administrateur-délégué de société est acceptée.

Pour extrait sincère et conforme

CARNET S.A.

Référence de publication: 2014052902/11.

(140060991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Casa Alta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.928.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/04/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014052903/10.

(140060420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Gilmour Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Ces comptes remplacent les comptes précédemment déposée: numéro de référence L130120128 déposée le 16/07/2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014053033/13.

(140061309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CCOM.LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3616 Kayl, 2, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 168.076.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CCOM.LUX S.à r.l.

Référence de publication: 2014052904/10.

(140060784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CERE Coinvest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 102.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052908/10.

(140060625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CEREP Ashley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.424.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052909/9.

(140060477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CEREP Benelux Students S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.290.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052910/10.

(140060641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

European General Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 94.997.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette version remplace la version rectificative déposée le 8/04/2014 avec pour numéro L140057380.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2014052995/15.

(140060425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

BP@L S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 85.462.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014052860/10.

(140061279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

C.S. LUX sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 174.666.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052865/9.

(140061231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Centre des solutions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3446 Dudelange, 20, rue Mathias Cungs.
R.C.S. Luxembourg B 144.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Centre des Solutions SARL

Référence de publication: 2014052870/10.

(140060775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Charter Hall Retail Europe No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 52.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.517.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014052873/10.

(140061234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

H.I.G. Luxembourg Holdings 39 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 182.328.

En date du 14 mars 2014, l'associé unique H.I.G. Europe Capital Partners L.P., avec siège social au South Church Street, bâtiment Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmans, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à H.I.G. Europe-Kondor Ltd, avec siège social au Ugland House, South Church Street, KY1-1104 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans qui les acquiert.

En conséquence, H.I.G. Europe- Kondor Ltd, précité, devient associé unique avec 12.500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2014.

Référence de publication: 2014053060/15.

(140060747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Forti Express, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1363 Howald, 1, rue du Couvent.

R.C.S. Luxembourg B 170.051.

Extrait du procès-verbal de décision de l'associé unique

Il résulte du procès-verbal de décision de l'associé unique de la Société prise en date du 4 avril 2014 que:
«La Société prend acte et accepte la lettre de démission avec effet immédiat de Monsieur Miloslav SIMEONOV de son mandat de gérant de la Société datée du 2 avril 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014053022/17.

(140060855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Challenger Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 48.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052913/9.

(140060953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CODUR S.A. (Constructions Durables), Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 89.984.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014052916/11.

(140061060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Compagnie Financière de Castiglione, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 122.067.

Société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Georges d' HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 15 novembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 63 du 27 janvier 2007; les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire, en date du 29 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 605 du 13 avril 2007.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

COMPAGNIE FINANCIERE DE CASTIGLIONE

Société anonyme

Référence de publication: 2014052926/17.

(140060520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CETREL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 23.562.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'administration de la Société en date du 18 mars 2014

Le Conseil d'administration de la Société a nommé Ernst & Young, S.A. (sise au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, n° RCS B. 47771), en tant que réviseur d'entreprise de la Société, afin d'effectuer l'audit des comptes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le mandat d'Ernst & Young, S.A. se terminera lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 Avril 2014.

Pour CETREL S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014052911/16.

(140060985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

CODUR S.A. (Constructions Durables), Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 89.984.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014052917/11.

(140061067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Cofida S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 30.992.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014052918/12.

(140060379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

HILL INTERNATIONAL NV Lux Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 185.015.

—
EXTRAIT

Par résolutions écrites du 1^{er} avril 2014, le conseil d'administration de Hill International N.V. a décidé, avec effet au 17 mars 2014, de révoquer Miguel Tapia Gordon en tant que représentant permanent de la succursale luxembourgeoise, et de nommer John Arthur Arnold, résidant à C/ Miguel Angel 11, 1a Planta, 28010 Madrid, Espagne, en tant que représentant permanent de la succursale luxembourgeoise pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HILL INTERNATIONAL NV Lux Branch

Un mandataire

Référence de publication: 2014053066/15.

(140060458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Digicash Payments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 7, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 169.621.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch.

A COMPARU:

Monsieur Raoul MULHEIMS, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 7, rue Jean Fischbach,

(ci-après "le mandataire");

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme "Digicash Payments S.A.", ayant son siège social à L-3372 Leudelange, 7, rue Jean Fischbach, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 169.621, constituée suivant acte reçu le 25 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1816 du 19 juillet 2012,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 12 mai 2014, un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la société anonyme «Digicash Payments S.A.», prédésignée, s'élève actuellement à EUR 600.000.- (six cent mille euros), représenté par 60.000 (soixante mille) actions de EUR 10.- (dix euros) chacune, entièrement libérées.

II.- Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à EUR 10.000.000.- (dix millions d'euros) et le conseil d'administration a été autorisé à décider, ce depuis le 19 juillet 2012 et jusqu'à la date du 19 juillet 2017, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq, alinéa 1 des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue, tous pouvoirs ayant été conférés au conseil d'administration pour réaliser cette augmentation de capital et pour fixer les modalités d'émission des nouvelles actions.

III.- Que le conseil d'administration, en sa réunion du 12 mai 2014 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de EUR 1.100.000.- (un million cent mille euros), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 600.000.- (six cent mille euros) à EUR 1.700.000.- (un million sept cent mille euros), par la création et l'émission de 110.000 (cent dix mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire et à libérer intégralement

- pour partie par apport en numéraire à concurrence de EUR 385.000.- (trois cent quatre-vingt-cinq mille euros) et

- pour partie par incorporation au capital d'apports en capitaux propres non rémunérés par des titres pour un montant de EUR 715.000.- (sept cent quinze mille euros).

IV.- Que le conseil d'administration a accepté la souscription de la totalité des actions nouvelles par l'actionnaire unique, la société NG Payments S.à r.l., ayant son siège social à L-3372 Leudelange, 7, rue Jean Fischbach.

V.- Que les 110.000 (cent dix mille) actions nouvelles ont été souscrites par le souscripteur prédésigné et libérées intégralement comme suit:

- 38.500 (trente-huit mille cinq cents) actions nouvelles ont été libérées par un apport en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société "Digicash Payments S.A.", prédésignée, de sorte que la somme de EUR 385.000.- (trois cent quatre-vingt-cinq mille euros) a été mise à la libre disposition de cette dernière, et

- 71.500 (soixante et onze mille cinq cents) actions nouvelles ont été libérées par incorporation au capital d'apports en capitaux propres non rémunérés par des titres pour un montant de EUR 715.000.- (sept cent quinze mille euros),

ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives des souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à EUR 1.700.000.- (un million sept cent mille euros), représenté par 170.000.- (cent soixante-dix mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune."

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raisons du présent acte sont estimés à environ 2.700,- euros.

DONT ACTE, fait et passé à Leudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Mulheims, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 mai 2014. Relation: RED/2014/1185. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014080615/65.

(140095638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

BG Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 115.297.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth of May.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

the extraordinary general meeting of the shareholders of "BG SICAV", a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) with registered office in L-2520 Luxembourg, 5, Allée Scheffer, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 115297 (the "Company"), incorporated by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER dated April 4th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 777 of April 18, 2006.

The meeting was presided by Mrs Marylène ALIX, General Manager, residing professionally at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Corinne PHILIPPE, Lawyer, residing professionally at 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Nathalie ENGLEBERT, Legal Assistant, residing professionally at 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Amendment to article 4 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the «2010 Law»)."

2. Suppression of the possibility to issue bearer shares and subsequent amendment to articles 6, 10, 22, 24 and 26 of the Articles of Incorporation to reflect such suppression.

3. Revision of articles 5, 11, 12 (6) (case of suspension), 14, 15, 21, 24 (merger between sub-funds), 27 and 31.

4. Amendment to article 18 of the Articles of Incorporation concerning the investment possibilities, more particularly the possibility to adopt master/feeder structures, of cross investment between sub-funds and of limitations to invest in other UCITS/UCLs.

II. The shareholders of the Company have been originally duly convened to the meeting to be held on 22 April 2014, by convening notices containing the agenda of the meeting and send by registered mail on 11 April 2014. As it appeared from the attendance list on 22 April 2014, only 0,38 % of the shares was present or represented, so that the quorum of 50% set forth by the article 67-1 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law") was not met.

III. In consideration of the above, the shareholders of the Company have been duly reconvened to the present meeting in accordance with article 67-1 (2) of the 1915 Law, by convening notices containing the agenda of the meeting and published in Luxembourg in the "Wort", "Tageblatt" and "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" on 23 April 2014 and in the "Wort", "Tageblatt" and "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" on 9 May 2014.

In accordance with article 67-1 (2) of the 1915 Law, the meeting may validly deliberate on the items of the agenda of the present meeting regardless of the portion of capital present or represented.

IV. The shareholders represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the proxy-holders representing the shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which they will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled “ne varietur” by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

V. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda.

VI. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The general meeting resolves to amend article 4 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:

“The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the «2010 Law»).”

Second resolution

The general meeting resolves to suppress the possibility to issue bearer shares and to amend articles 6, 10, 22, 24 and 26 of the Articles of Incorporation to reflect such suppression. Consequently, the said articles will be reworded as follows:

- Article 6 will be reworded as follows:

“The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each Share.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Transfer of registered Shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or several directors or officers of the Company or by one or several other persons duly authorized thereto by the board of directors.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) shall jointly exercise their rights with respect to such Share(s) unless they appoint one or several person (s) to represent such Share(s) towards the Company.

The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of Shares on a pro rata basis.

- Article 10 paragraph 2 (D) (1) alinea 3 will be reworded as follows:

“Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of shareholders.”

- Article 22 paragraph 8 will be deleted.
- Article 24 paragraph 1 sentence 2 will be reworded as follows:

“The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations: registered holders shall be notified in writing.”

- Article 26 paragraph 3 will be reworded as follows:

“Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.”

Third resolution

The general meeting resolves to review the articles 5, 11, 12 (6) (case of suspension), 14, 15, 21, 24 (merger between sub-funds), 27 and 31 as follows:

- Article 5 paragraph 4 sentence 1 will be reworded as follows:

“The board of directors shall establish a pool of assets constituting a sub-fund (the «Sub-fund»), a «compartiment» within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for each class of Shares or for two or more classes of Shares described in the prospectus of the Company.”

- Article 11 paragraph 2 alinea 3 (6) will be reworded as follows:

“(6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise the management fee, fees payable to its directors (including all reasonable out-of-pocket expenses), the management company, investment advisors (if any), investment or sub-investment managers, accountants, the custodian bank, the administrative agent, corporate agents, domiciliary agents, paying agents, registrars, transfer agents, permanent representatives in places of registration, Distributors, trustees, fiduciaries, correspondent banks and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, costs of any proposed listings and of maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectuses, Key Investor Information, addenda, explanatory memoranda, registration statements, annual reports and semi-annual reports, all taxes levied on the assets and the income of the Company (in particular, the «taxe d’abonnement» and any stamp duties payable), registration fees and other expenses payable to governmental and supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, costs of extraordinary measures carried out in the interests of shareholders (in particular, but not limited to, arranging expert opinions and dealing with legal proceedings) and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, customary transaction fees and charges charged by custodian banks or their agents (including free payments and receipts and any reasonable out-of-pocket expenses, ie. stamp taxes, registration costs, scrip fees, special transportation costs, etc.), customary brokerage fees and commissions charged by banks and brokers for securities transactions and similar transactions, all the costs related to securities lending transactions (agency fees and transaction costs), interest and postage, telephone, facsimile and telex charges. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.”

- Article 12 paragraph 2 (6) will be reworded as follows:

“(6) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company or during any period during which a Sub-fund merges with another Sub-fund or another UCITS (or Sub-fund of such other UCITS), if such suspension is justified under the protection of shareholders.”

- Article 14 paragraph 1 sentence 1 will be reworded as follows:

“The board of directors will choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen.”

- Article 15 last paragraph will be reworded as follows:

“The Company may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law, in order to carry out the functions of collective management as these functions are described in Annex II of 2010 Law.”

- Article 21 last paragraph will be reworded as follows:

“The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.”

- Article 24 paragraph 3 will be reworded as follows:

“Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.”

- Article 24 last paragraph will be reworded as follows:

“Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another undertaking for collective investment or to another

sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-fund concerned. There shall be no quorum requirements and resolutions will be taken at the simple majority of the voting rights of the shareholders present or represented.

Any merger, as defined in Article 1 (20) of the 2010 Law will be realised in accordance with Chapter 8 of the 2010 Law.

The board of directors will decide on the effective date of any merger of the Company with another UCITS pursuant to Article 66 (4) of the 2010 Law.”

- Article 27 paragraphs 1 and 2 will be reworded as follows:

“To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.”

- Article 31 will be reworded as follows:

“All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.”

Fourth resolution

The general meeting resolves to amend article 18 of the Articles of Incorporation concerning the investment possibilities, more particularly the possibility to adopt master/feeder structures, of cross investment between sub-funds and of limitations to invest in other UCITS/UCIs. Consequently, article 18 will be reworded as follows:

- Paragraph 2 (6) will be reworded as follows:

“(6) in securities of undertakings for collective investments in transferable securities («UCITS»), authorised according to the Council Directive 2009/65/EC of July 13, 2009 (the «UCITS Directive») and/or other undertakings for collective investments within the meaning of points a) and b) of Article 1 paragraph 2 of the UCITS Directive, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:”

- Four new paragraphs will be added in fine worded as follows:

“The board of directors may decide to limit the possibility for a Sub-fund to invest up to 10% of its net assets in other UCITS or UCI.

In accordance with the conditions as defined in Article 181 (8) of the 2010 Law, the board of directors may decide that any Sub-fund of the Company may subscribe and hold shares of another Sub-fund of the Company (cross-investment).

The Sub-funds qualifying as feeder UCITS must invest at least 85% of their net assets in another UCITS or a sub-fund of a UCITS in accordance with the conditions laid down by Luxembourg laws and regulations and as will be defined in the prospectus of the Company.

In accordance with the conditions as defined by the 2010 Law and any other applicable Luxembourg regulations and in accordance with the provisions of the Company’s prospectus, the board of directors is authorised to (i) establish a new Sub-fund of the Company qualifying as a feeder UCITS (in other words, a Sub-fund investing at least 85% of its net assets in other UCITS or a sub-fund of a UCITS) or that qualifies as a master UCITS (that is to say, a Sub-fund constituting the master fund from another UCITS or sub-fund of a UCITS), (ii) convert any existing Sub-fund in a feeder UCITS or a master UCITS in accordance with the provisions of the 2010 Law, (iii) convert a Sub-fund that qualifies as a feeder UCITS or master UCITS in a Sub-fund of a standard UCITS that is neither a feeder UCITS nor a master UCITS, or (iv) replace the master UCITS of any of its Sub-funds qualifying as a feeder UCITS with another master UCITS.”

There being no further items on this agenda, the meeting was closed.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the officiating notary by their first and last names, civil status and residence, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Signé: Alix, Philippe, Englebert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 mai 2014. Relation: EAC/2014/7561. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014078941/212.

(140092962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Galileo Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 187.599.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of the month of May.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing at Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Warwick8 LLC, a limited liability company governed by the laws of Delaware, United States of America, registered with the Division of Corporations under the number 5275361, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808,

(2) Ruben Goldberg, with professional address at 885 Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America,

(3) David Alerhand, with professional address at 885 Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America,

all here represented by Mr. Serge Bernard, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an “ad hoc” proxy given under private seal.

Which powers of attorney, after being signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated above, have requested that the undersigned notary state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Chapter I. Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name.

1.1 There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Galileo Lux GP S.à r.l.” (the “Company”), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended from time to time (the “Company Law”), by article 1832 of the Civil code, as amended from time to time and by the present articles of association (the “Articles”).

1.2 The Company may have one (1) or several shareholders at any time, but it may not ever have more than forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred within the boundaries of the municipality by resolution of its board of managers. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a special majority resolution of the shareholders.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers. Where the board of managers determines in the sole discretion that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that such developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is to serve as general partner (“associé commandité”) to Galileo Investment Fund SCA SICAV-SIF (the “Fund”), an investment company with variable capital - specialized investment fund (“Société d’Investissement à Capital Variable - Fonds d’Investissement Spécialisé”) governed by the law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended. The Company may carry out any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. It may, on behalf of the Fund, enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfers in its name or in the name of third parties in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise, on behalf of the Fund and holders of shares of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund.

The foregoing list of powers is given by way of example only and shall not be considered as exhaustive.

3.2 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.3 The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favor or relate to its object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II - Share capital, Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a special majority resolution of the shareholders.

5.3 Any share premium paid in respect of any shares upon their issuance shall be allocated to a share premium account of the Company. The amount held in any such share premium account may be incorporated into the Company's share capital, subject to the provisions of the Articles. Moreover, the amount of the said share premium account may be used to provide for the payment of shares, which the Company may redeem from its respective shareholders, to offset any net losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve at the discretion of the shareholders by ordinary resolution.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares are and shall remain registered shares.

6.2 A shareholder register shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request. Entries in the shareholder register definitively determine the attribution of ownership in shares of the Company. At the request of a shareholder, the Company shall issue share certificates confirming its title thereof.

6.3 Shares are freely transferable by a sole shareholder. If the Company has more than one shareholder, shares are freely transferable among shareholders. The transfer of shares (inter vivos) to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of the shareholders representing at least three quarters (3/4) of the Company's share capital. A share transfer shall only be binding upon the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code. For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Company Law.

6.4 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.5 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners of shares must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions adopted by the general meeting of the shareholders.

6.7 The Company may redeem its own shares by a special majority resolution of the shareholders and shall automatically entail a reduction of the Company's share capital by cancellation of all the redeemed shares. If the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available to fund the excess purchase price.

Chapter III - Management, representation

Art. 7. Manager(s).

7.1 The Company shall be managed by one or more managers appointed by ordinary resolution of the shareholders who shall determine the term of their office. Managers of the Company need not be shareholders and who may be physical persons or legal entities.

7.2 If several managers have been appointed, they shall collectively constitute a board of managers.

7.3 If a sole manager has been appointed, she/he/it shall assume all powers conferred by the Company Law and the Articles to the board of managers. The sole manager shall have the option of recording her/his/its resolutions in minutes.

7.4 The managers are eligible for reappointment but may be dismissed ad nutum (i.e. at any time, without any duty to show cause and without indemnity) by ordinary resolution of the shareholders. A manager may resign at any time, but a resigning manager shall temporarily continue to hold office until the appointment of a successor manager.

7.5 The members of the board of managers may be split into two (2) classes, respectively class A manager(s) and class B manager(s).

7.6 Subject to the approval of the shareholders by ordinary resolution, the members of the board of managers may receive a management fee for their management of the Company and may in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the board of managers that relate to their management of the Company or in furtherance of the Company's corporate object.

Art. 8. Powers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Company Law or the Articles to the shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent

with the Company's object. The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

8.2 The board of managers may delegate special powers or proxies, or entrust limited permanent or temporary functions to agents or committees of its choice, whether shareholders or not.

8.3 The board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several managers or agents and will determine the responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency, provided, however, that the day-to-day management is limited to acts of administration. Consequently, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers may appoint from among its members a chairman, who shall preside at the meetings of the board of managers and of the shareholders. It may also appoint a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and the minutes of the resolutions of the shareholders.

9.2 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require upon call by the chairman or any other manager at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

9.3 Written notice of any meeting of the board of managers, regardless of whether delivered as an original or as a copy by facsimile or by e-mail, shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of an emergency meeting, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.4 No convening notice is required if all members of the board of managers are present or duly represented at the meeting and if they state to have been duly informed and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice requirement may be waived by the written consent, regardless of whether delivered as an original or as a copy by facsimile or by e-mail, of each member of the board of managers. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places designated in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

9.5 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, regardless of whether delivered as an original or as a copy by facsimile or by e-mail, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed subsequently in writing.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication that allows all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to in-person participation at such meeting and a meeting held by way of such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

9.7 The board of managers may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent class A managers and class B managers have been appointed, at least one class A manager and one class B manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of class A managers and class B managers, such resolutions must be approved by at least one class A manager and one class B manager. Resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting.

9.8 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by a copy delivered by facsimile or e-mail.

9.9 Copies of extracts of the minutes of the board of managers or of the circular resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by at least one member of the board of managers.

9.10 The board of managers may establish one or several internal committees and shall determine their composition, as well as their detailed tasks, and remunerations.

Art. 10. Representation of the Company.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager, or, if the Company is managed by a board of managers, by the joint signatures of any two (2) managers of the Company.

10.2 If the shareholders decide by ordinary resolution to create two (2) classes of managers, the Company shall only be bound towards third parties by the joint signature of any class A manager together with any class B manager.

10.3 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 au-dessus and within the limits of such power.

Art. 11. Conflict of interests.

11.1 In the event that any Company's manager may have a personal interest in any transaction of the Company, such manager shall make known to the board of managers such personal interest and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The relevant manager shall not consider or vote upon any such matter, and

such matter, and such manager's interest therein, shall be disclosed in a special report to the next ordinary or special majority resolution of the shareholders before any vote on any other resolution. If the Company has only one shareholder, a statement of the personal interest must be recorded in minutes. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any party having a direct or indirect contractual relationship with the Company or the Fund or any subsidiary or any affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of manager in its discretion.

11.2 Notwithstanding the above, no contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company has an interest in the transaction, or is a manager, associate, officer or employee of such other company or person. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

11.3 Decisions of the board of managers that fall within the scope of the ordinary course of business of the Company and are carried out on arm's length terms shall not be subject to the preceding paragraphs of this article.

Art. 12. Liability of the managers, indemnification.

12.1 The managers assume, pursuant to their mandate, no personal liability for any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles and the applicable provisions of the Luxembourg law. Any such manager is only liable for the performance of its duties.

12.2 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 192 of the Company Law, a manager shall not be responsible for the acts, omissions or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which may occur in the performance of their duties, except if the same is caused by his gross negligence or willful misconduct.

12.3 To the full extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.2 and 8.3 au-dessus, shall be indemnified out of the assets of the Company for all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses caused by their gross negligence or willful misconduct and in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

Art. 13. Confidentiality. Even after termination of their mandate, any member of the board of managers, as well as any person who is invited to attend a meeting of the board of managers, shall not disclose any information about the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such disclosure is required by the Company Law or otherwise required by law for the public benefit.

Chapter IV - Shareholders

Art. 14. Powers.

14.1 The general meeting of the shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all operations of the Company within the limits of the Company Law.

14.2 Without prejudice to articles 14.3 and 14.4 au-dessous, ordinary and special majority resolutions shall be adopted at general meetings of the shareholders of the Company.

14.3 If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the resolutions of the shareholders may be adopted by circular resolutions. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 14.2 au-dessus and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by a copy delivered by facsimile or e-mail.

14.4 The sole shareholder assumes all powers conferred by the Company Law to the general meeting of shareholders. Resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes.

Art. 15. Procedure.

15.1 The shareholders may be convened or consulted by any manager. The board of managers must convene or consult the shareholders at the request of shareholders representing more than one-half (1/2) of the Company's share capital.

15.2 The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or a copy delivered by facsimile or e-mail.

15.3 Written notice of any general meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date set for such meeting, except in case of an emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

15.4 General meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the convening notices for the general meetings.

15.5 If all the shareholders of the Company are present or represented at a general meeting, and consider themselves as having been duly convened and informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

15.6 A shareholder may act at any general meeting of the shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy, such proxy to be granted in writing, whether in original or a copy delivered by facsimile or e-mail.

15.7 The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman, the secretary and the scrutineer of the general meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

15.8 Copies or extracts of these minutes or the circular resolutions in case of consultation to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by at least one member of the board of managers.

Art. 16. Votes.

16.1 Each share is entitled to one vote.

16.2 Ordinary resolutions of the Company are only validly adopted insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half (1/2) of the Company's share capital. If this figure is not reached at the first meeting upon the first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

16.3 Special majority resolutions of the shareholders to inter alia amend the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's share capital. However, under no circumstances may a majority of the shareholders oblige any shareholders to increase their participation in the Company.

16.4 The shareholders may only change the nationality of the Company by unanimous vote.

Chapter V - Annual accounts, supervision, allocation of profits

Art. 17. Financial year, annual general meeting.

17.1 The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

17.2 Each year, with reference to the end of the Company's financial year, the board of managers shall prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all of the Company's commitments and the debts of the manager(s), the auditor(s), and the shareholder(s) of the Company.

17.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

17.4 If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Company Law.

17.5 If there are more than twenty-five (25) shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Thursday of June of each year at 11.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

17.6 The annual general meeting of the shareholders may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of managers, exceptional circumstances so require.

Art. 18. Auditor.

18.1 If there are more than twenty-five (25) shareholders, the financial operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)) or, to the extent required by Luxembourg law, by one or more external auditors (réviseur(s)...).

18.2 The auditor(s) (who need not be shareholders and may be physical persons or legal entities) shall be appointed by ordinary resolution of the shareholders for a term of not more than six (6) years and shall be eligible for reappointment.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1 From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve required by law. Such allocation shall cease to be required as soon as the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's share capital as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5.2 au-dessus.

19.2 The shareholders freely determine the allocation of any remaining annual net profits by ordinary resolution. It may resolve to allocate such profits to pay dividends, to transfer it to a reserve or a premium account or to carry it forward.

19.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the conditions and subject to the limitations set forth as follows:

- (a) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (b) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution, provided, however, that the amount to be distributed does not exceed profits accrued since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (c) the decision to pay interim dividends is taken by ordinary resolution of the shareholders;
- (d) assurance has been given that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and
- (e) if after the closure of the financial year, the amount available for distribution is less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company.

Chapter VI - Dissolution, liquidation

Art. 20. Dissolution, liquidation.

20.1 The shareholders may dissolve the Company, at any time, by a special majority resolution.

20.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

20.3 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who need not be shareholders and may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholders, which will determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided for by the shareholders or by the Company Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the distribution of the assets and the payment of the liabilities of the Company.

20.4 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII - General provision

Art. 21. General provision. Reference is made to the provisions of the Company Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time, if any, for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, the subscribers have subscribed for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share as follows:

1) Warwick8 LLC	4,168 shares
2) Ruben Goldberg	4,166 shares
3) David Alerhand	4,166 shares
Total:	<u>12,500 shares</u>

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately euro 1.500.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately upon the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entirety of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolved to set at four (4) the number of managers and to appoint the following persons as the managers of the Company for an unlimited period of time:

- (a) Oscar Alerhand, with professional address at 885, Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America;
- (b) Ruben Goldberg, with professional address at 885, Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America;
- (c) David Alerhand, with professional address at 885, Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America; and
- (d) Marc Lefebvre, with professional address at 3, Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The shareholders resolved to set the registered office of the Company at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that at the request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation, and in case of any divergence between the English and the French texts, the English text shall prevail.

The present deed is drawn up in Rambrouch, at the office of the undersigned notary, on the date first mentioned above.

The present deed, having been read to the proxyholder of the appearing parties, was then signed by the proxyholder and the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

(1) Warwick8 LLC, une société régie par le droit du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du "Division of Corporations" sous le numéro 5275361, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808,;

(2) Ruben Goldberg, avec adresse professionnelle au 885, Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America,

(3) David Alerhand, avec adresse professionnelle au 885, Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America,

tous ici dûment représentés par M. Serge Bernard, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration "ad hoc" donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Partie I. Forme sociale, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination.

1.1 Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination sociale "Galileo Lux GP S.à r.l." (la "Société"), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code civil, tel que modifié, ainsi que par les présent statuts (les "Statuts").

1.2 La Société peut avoir un (1) ou plusieurs associés au cours de sa vie sociale dans la limite de quarante (40) associés, notamment après la transmission de parts sociales ou l'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est fixé à Luxembourg-ville. Le transfert du siège social dans la même ville peut être décidé sur décision du conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit au sein du Grand-Duché de Luxembourg suivant décision à majorité renforcée de l'assemblée générale des associés.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger sur décision du conseil de gérance. Si le conseil de gérance estime, à son entière discrétion, que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre la poursuite normale de l'activité de la Société au siège social ou la communication normale entre son siège social et l'étranger et se sont produits ou sont imminents, alors le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales qui ont justifié un tel transfert. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, en dépit du transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est de servir en tant qu'associé commandité de Galileo Investment Fund SCA SICAV-SIF (le "Fonds"), une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé régie par la loi du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée. La Société exercera toute activité relative à la gestion, à l'administration et à la promotion du Fonds. Elle peut, au nom et pour le compte du Fonds, conclure tout contrat, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs, procéder à tous enregistrements et transferts en son nom ou au nom de tierces parties dans le registre des actions ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères et exercer, au nom et pour le compte du Fonds et des porteurs d'actions du fonds, tous droits et privilèges, en particulier

tous droits de vote attachés aux valeurs constituant les actifs du Fonds. La liste ci-dessus de pouvoirs est donnée à titre d'exemple seulement et ne doit pas être considérée comme exhaustive.

3.2 D'une manière générale, la Société peut recourir à toute technique ou instrument en lien avec ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris toute technique et instrument visant à protéger la Société contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et de tout autre risque.

3.3 De manière plus générale, la Société peut réaliser toutes les opérations et transactions qui seraient, directement ou indirectement, utiles ou se rapporteraient à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Partie II - Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) par part sociale, toutes souscrites et intégralement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit sur décision à majorité renforcée de l'assemblée générale des associés.

5.3 Toute prime d'émission versée en contrepartie de l'émission de parts sociales doit être affectée sur le compte prime d'émission de la Société.

Le capital social de la Société peut être augmenté par incorporation de la prime d'émission, sous réserve des dispositions des Statuts. En outre, le montant inscrit sur le compte prime d'émission peut être, à la discrétion des associés, utilisé pour payer les parts sociales (lesquelles peuvent être rachetées aux associés par la Société), pour compenser les pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés ou pour être affecté à la réserve légale sur décision ordinaire de l'assemblée générale des associés.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont et resteront sous la forme nominative.

6.2 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra être consulté par chaque associé qui en ferait la demande. La propriété des parts sociales de la Société est déterminée en fonction des inscriptions portées au registre des associés. La Société délivrera, à tout associé qui en ferait la demande, un certificat attestant qu'il est le propriétaire des parts sociales enregistrées et inscrites sous son nom.

6.3 Les parts sociales sont librement cessibles par l'associé unique. Si la Société a plus d'un associé, alors les parts sociales sont librement cessibles entre les associés. La cession de parts sociales (inter vivos) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société. Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après notification à la Société ou acceptation par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil. Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.5 Les parts sociales de la Société sont indivisibles de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale n'est admis à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'une part sociale sont tenus de désigner et de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

6.6 La détention d'une part sociale implique implicitement l'acceptation des Statuts et des décisions adoptées par l'assemblée générale des associés.

6.7 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales sur décision à majorité renforcée de l'assemblée générale des associés et devra automatiquement procéder à la réduction de son capital par annulation des parts sociales rachetées. Lorsque le prix de rachat des parts est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, alors le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des fonds suffisants sont disponibles pour couvrir l'excédent du prix de rachat.

Partie III - Gestion, Représentation

Art. 7. Gérants.

7.1 La gestion de la Société est assurée par un ou plusieurs gérants nommés par décision ordinaire de l'assemblée générale des associés, laquelle décision fixera la durée de leur mandat. Les gérants de la Société ne sont pas nécessairement associés et peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

7.2 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront ensemble un conseil de gérance.

7.3 Si un gérant unique a été nommé, il assume tous les pouvoirs conférés par la Loi et les Statuts au conseil de gérance. Le gérant unique aura l'option de consigner ses décisions dans des procès-verbaux.

7.4 Les gérants sont rééligibles mais peuvent être révoqués ad nutum (c.-à-d. à tout moment, sans motif et sans indemnité) par une décision ordinaire de l'assemblée générale des associés. Un gérant peut démissionner à tout moment mais celui-ci sera tenu d'exercer de manière provisoire son mandat jusqu'à ce qu'un successeur lui soit désigné.

7.5 Les membres du conseil de gérance peuvent être répartis en deux catégories, nommées respectivement gérants de catégorie A et gérants de catégorie B.

7.6 Sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale des associés prise par décision ordinaire, les membres du conseil de gérance peuvent recevoir une compensation financière pour la gestion de la Société et peuvent être également remboursés pour toutes les autres dépenses, quelles qu'elles soient, qu'ils engageraient dans ce cadre ou dans l'intérêt de l'objet social de la Société.

Art. 8. Pouvoirs.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés relèveront de la compétence du conseil de gérance, lequel aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et activités conformes à l'objet social de la Société. Les associés ne pourront ni prendre part ni interférer dans la gestion de la Société.

8.2 Le conseil de gérance peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou des procurations ou confier des tâches spécifiques, de manière permanente ou temporaire, à des agents ou à des comités de son choix, qu'ils soient associés ou non.

8.3 La gestion journalière de la Société peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou mandataires par le conseil de gérance et ce dernier déterminera les responsabilités, et, le cas échéant, la rémunération, la durée de la période de représentation et toute autre modalité nécessaire quant à ce mandat, sous réserve, toutefois, que la gestion quotidienne soit limitée aux actes d'administration. Par conséquent, tous les actes d'acquisition, de disposition, de financement et de refinancement doivent avoir reçu l'accord préalable du conseil de gérance.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance peut nommer parmi ses membres un président, qui présidera les réunions du conseil de gérance et de l'assemblée générale des associés. Il peut aussi nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un gérant et qui sera responsable de conserver les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et les procès-verbaux des décisions de l'assemblée générale des associés.

9.2 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société pourra l'exiger sur convocation du président ou de tout autre gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation de la réunion, laquelle devra, en principe, se tenir au Luxembourg.

9.3 Une convocation écrite sera adressée à tous les gérants pour toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance. La convocation écrite sera envoyée soit en original par courrier soit en copie envoyée par facsimile ou par courrier électronique.

9.4 Aucune convocation écrite n'est nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et déclarent avoir été dûment informés et avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à l'exigence de cette convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance, lequel accord peut être soit recueilli en original, soit en copie envoyée par facsimile ou courrier électronique. Une convocation écrite séparée ne sera pas exigée pour les réunions se tenant aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance.

9.5 Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, que ce soit en original ou en copie envoyée par facsimile ou courrier électronique, un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut également désigner un autre gérant comme son mandataire par téléphone, sous réserve que cette désignation soit ensuite confirmée par écrit.

9.6 Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone ou par vidéo conférence ou par tout autre moyen de télécommunication qui permet d'identifier, d'entendre et de parler avec les personnes assistant à la réunion. La participation à une réunion via un de ces moyens de télécommunications est considérée comme étant l'équivalent d'une participation en personne à une telle réunion et une réunion tenue via un de ces moyens de télécommunications est considérée comme étant tenue au siège social de la Société.

9.7 Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et, dans la mesure où il y a des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B, alors au moins un membre de chaque catégorie devra être présent ou représenté. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises à la majorité des votes émis et si, le conseil de gérance est composé par des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B, alors la décision devra être approuvée par au moins un des membres de chaque catégorie. Les décisions du conseil de gérance devront être consignées dans des procès-verbaux, lesquels devront être signés par le président de la réunion.

9.8 Les décisions circulaires signées par tous les gérants seront valables et engageront la Société dans les mêmes conditions que les décisions adoptées au cours d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une décision identique, données soit en original soit en copie émise par facsimile ou courrier électronique.

9.9 Les copies des extraits des procès-verbaux du conseil de gérance ou les décisions circulaires, lesquelles peuvent être produites dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autre devront être signées par au moins un membre du conseil de gérance.

9.10 Le conseil de gérance peut constituer un ou plusieurs comités internes et devra déterminer leur composition, ainsi que leurs tâches précises et leur rémunération.

Art. 10. Représentation de la Société.

10.1 La Société sera engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou par la signature conjointe de deux (2) gérants de la Société si la Société est gérée par un conseil de gérance.

10.2 Toutefois, si les associés décident par une décision ordinaire de créer deux (2) catégories de gérants, alors la Société sera engagée à l'égard des tiers par la signature conjointe d'un gérant de la Catégorie A et d'un gérant de la Catégorie B.

10.3 La Société sera également engagée à l'égard des tiers par la seule signature ou la signature conjointe de toutes personnes auxquelles un pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Conflit d'intérêts.

11.1 Dans l'hypothèse où un gérant de la Société a un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, alors ce gérant devra tenir informé le conseil de gérance de son intérêt personnel, lequel devra être mentionné dans le procès-verbal de la réunion. Ce même gérant ne délibérera et ne prendra pas part au vote relatif à cette affaire. Un rapport spécial relatif à cette affaire et à l'intérêt personnel dudit gérant devra être établi et soumis à la prochaine assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des associés avant tout vote ou toute décision. En présence d'un seul associé de la Société, le conflit d'intérêts devrait être mentionné dans le procès-verbal. Le terme "intérêt personnel", tel qu'employé dans la précédente phrase, ne couvrira aucune relation ou intérêt d'aucune sorte, position ou affaire impliquant toute partie ayant un lien contractuel direct ou indirect avec la Société ou le Fonds ou toute filiale ou société affiliée de la Société ou de toute autre société ou entité ainsi qu'il sera déterminé par le conseil de gérance en temps qu'il appartiendra.

11.2 Nonobstant ce qui précède, aucun contrat ou transaction conclu par la Société avec toute autre société ou personne ne pourra être affecté ou vicié par le fait qu'un ou plusieurs gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt dans ce contrat ou transaction, ou par le fait qu'il en serait gérant, administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé dans cette autre société ou de cette personne. Sous réserve de dispositions contraires ci-après, tout gérant, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est gérant, administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou d'une entreprise avec laquelle la Société conclut des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas, en raison de ce lien avec cette autre société ou entreprise, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne les sujets relatifs à ces contrat ou autres affaires.

11.3 Les décisions du conseil de gérance relevant du champ d'application de la gestion ordinaire de l'activité et des affaires de la Société et effectuées aux conditions normales du marché ne sont pas soumises aux précédents paragraphes du présent article.

Art. 12. Responsabilité des gérants, indemnisation.

12.1 Dans le cadre de leur mandat, les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, sous réserve que ces engagements soient pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la loi luxembourgeoise. Tout gérant est seulement responsable pour l'exécution de ses obligations.

12.2 Dans la mesure où la loi luxembourgeoise l'autorise, et sauf dans les cas prévus à l'article 192 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou d'inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quel qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

12.3 Dans la mesure où la loi luxembourgeoise l'autorise, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 ci-dessus, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, pour toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, admise ou omise ou dans laquelle ils ont participé, dans le cadre de l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

Art. 13. Confidentialité. Aucune information concernant la Société ne pourra être divulguée par les membres du conseil de gérance ainsi que par toute personne invitée à assister à une réunion du conseil de gérance et ce même après la fin de leur mandat à moins qu'une telle divulgation soit requise par la Loi ou la loi luxembourgeoise dans l'intérêt public. La divulgation d'informations confidentielles concernant la Société peut avoir des conséquences préjudiciables pour celle-ci.

Partie IV - Associés

Art. 14. Pouvoirs.

14.1 L'assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble de la collectivité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à toutes les activités de la Société dans les limites de la Loi.

14.2 Sans préjudice des articles 14.3 et 14.4 ci-dessous, les décisions ordinaires et les décisions à majorité renforcée des associés sont adoptées en assemblées générales des associés de la Société.

14.3 Si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés, les décisions de l'assemblée générale des associés pourront être adoptées par décision circulaire. Les associés seront consultés par écrit conformément à l'article 14.2 ci-dessus et exprimeront leur vote en signant la décision circulaire. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une décision identique, données soit en original soit en copie envoyée par facsimile ou courrier électronique.

14.4 L'associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront consignées dans des procès-verbaux.

Art. 15. Procédure.

15.1 L'assemblée générale des associés peut être convoquée ou consultée par tout gérant. Le conseil de gérance doit convoquer ou consulter l'assemblée générale des associés à la demande des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés est convoquée ou consultée par écrit, soit en original ou en copie par facsimile ou courrier électronique.

15.3 Une convocation écrite pour toute assemblée générale des associés sera donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date fixée de l'assemblée générale, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée générale.

15.4 Les assemblées générales des associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les avis de convocation des assemblées générales.

15.5 Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale pourra se tenir sans convocation préalable.

15.6 Un associé peut prendre part à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne (associé ou non) comme son mandataire. Un tel mandat sera donné par écrit, soit en original, soit en copie envoyée par facsimile ou courrier électronique.

15.7 Les procès-verbaux de l'assemblée générale des associés devront être signés par le président, le secrétaire et le scrutateur de l'assemblée générale et pourront être signés par tout associé ou mandataire représentant des associés qui en ferait la demande.

15.8 Les copies ou extraits des procès-verbaux ou des décisions circulaires en cas de consultation qui devront être produites dans le cadre de procédures judiciaires ou autre devront être signés par au moins un gérant du conseil de gérance.

Art. 16. Votes.

16.1 Chaque part sociale donne droit à un vote.

16.2 Les décisions ordinaires de la Société ne sont valablement prises que dans la mesure où elles ont été adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint à la première assemblée à la suite de la première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans qu'aucun quorum ne soit requis.

16.3 Les décisions à majorité renforcée de l'assemblée générale des associés pour modifier inter alia les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la Société.

16.4 Les associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

Partie V - Comptes annuels, Contrôle, Affection des bénéficiaires

Art. 17. Exercice social, assemblée générale annuelle.

17.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

17.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de résultat de la Société ainsi qu'un inventaire mentionnant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), commissaire(s) et du ou des associés de la Société.

17.3 Tout associé peut prendre connaissance des inventaires et bilans au siège social de la Société.

17.4 Si le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq (25), alors l'assemblée générale annuelle se tiendra aux lieu et heure indiqués dans l'avis de convocation de l'assemblée générale, laquelle devra tenir dans les délais imposés par la Loi.

17.5 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq (25), alors l'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la ville où est situé le siège social comme pourra le préciser l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de juin de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg, alors l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

17.6 L'assemblée générale annuelle des associés peut se tenir à l'étranger si, selon le jugement irrévocable et final du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles l'imposent.

Art. 18. Commissaire.

18.1 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq (25), alors les activités financières de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires ou, si la Loi le requière, par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

18.2 Le ou les commissaires (associé ou non, personne physique ou morale) seront nommés par décision ordinaire de l'assemblée générale des associés pour une durée maximale de six (6) ans et seront rééligible pour une nouvelle nomination.

Art. 19. Affectation des bénéfices.

19.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société devront être affectés à la réserve légale requise par la Loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5.2 ci-dessus.

19.2 L'assemblée générale des associés décidera de manière discrétionnaire de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels par décision ordinaire. Elle pourra en particulier allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à une réserve, à la prime d'émission ou le reporter à nouveau.

19.3 Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions et sous réserve des limitations prévues ci-dessous:

(a) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport doit être établi par le conseil de gérance;

(b) cet un état des comptes, un inventaire ou un rapport doit montrer que les bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution, sous réserve, cependant, que le montant qui doit être distribué n'excède pas le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés à nouveau et des réserves distribuables, et, diminué des pertes reportées à nouveau et des sommes à affecter à la réserve légale;

(c) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes est adoptée par décision ordinaire de l'assemblée générale des associés de la Société;

(d) l'assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés; et

(e) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution est inférieur au montant distribué en tant qu'acompte sur dividendes, les associés en question seront tenus de reverser la différence à la Société.

Chapitre VI - Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, liquidation.

20.1 Les associés peuvent dissoudre la Société, à tout moment, par une décision à majorité renforcée de l'assemblée générale des associés.

20.2 La Société ne sera pas dissoute en cas de décès, suspension de droits civils, incapacité, insolvabilité, faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

20.3 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (associé ou non, personne physique ou morale) nommés par une décision des associés, laquelle déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf décision contraire des associés ou d'une disposition contraire prévue par la Loi, le ou les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et la liquidation du passif de la Société.

20.4 Le boni de liquidation résultant de la réalisation de l'actif et de la liquidation du passif de la Société sera distribué équitablement aux porteurs des parts sociales au pro rata du nombre de parts sociales détenues par eux.

Chapitre VII - Dispositions générales

Art. 21. Dispositions générales. Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les associés de temps à autre le cas échéant pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Sur ces faits, les souscripteurs ont déclaré souscrire les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominale, avec une valeur nominale de un euro EUR 1,-) par part sociale, comme suit:

1) Warwick8 LLC	4.168 parts sociales
2) Ruben Goldberg	4.166 parts sociales
3) David Alerhand	4.166 parts sociales
Total:	12.500 parts sociales

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.500 euros.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant l'intégralité du capital social souscrit ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé de fixer à quatre (4) le nombre de gérants et de nommer les personnes suivantes en tant que gérant de la Société pour une période indéterminée:

(a) Oscar Alerhand, avec adresse professionnelle au 885 Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America;

(b) Ruben Goldberg, avec adresse professionnelle] au 885 Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America;

(c) David Alerhand, avec adresse professionnelle] au 885 Third Avenue, Suite 3020, New York, NY 10022, United States of America; et

(d) Marc Lefebvre, avec adresse professionnelle] au 3, Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand-Duché de Luxembourg.

Seconde résolution

Les associés ont décidé de fixer le siège social de la Société au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 mai 2014. Relation: RED/2014/1191. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 4 juin 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014080725/705.

(140095988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

OPG Commercial RE Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 187.613.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of June.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

- OPG European Holdings (Lux) S.à r.l., having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, registered with the Trade Register of Luxembourg under number B124976,

- Oxford EU Holdings (NL) B.V., a company governed by the laws of Netherlands, having its registered office in Amsterdam Muiderstraat 9, 1011 PZ the Netherlands, registered with the Trade Register of Amsterdam under number 60595531,

both duly represented by, Ms. Laura AUDIA, employee, with professional address at Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal which proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, acting in the above capacity, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is established as follows:

Art. 1. Form. A société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the "Company") governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), is hereby established.

The Company may at any time have one or several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares, subject to the provisions of the law and the Articles of Incorporation.

Art. 2. Corporate name. The Company will exist under the corporate name of "OPG Commercial RE Europe S.à r.l."

Art. 3. Corporate object. The purposes for which the Company is formed are all operations or transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any companies or enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, financial instruments, bonds, treasury bills, equity participation, stocks and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

The Company may also grant any assistance by the way of guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present and future) or by all or any such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg laws.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

In general, the Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the managers.

The managers may establish subsidiaries and branches in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-), represented by three thousand seven hundred fifty (3.750) shares of class A (the "Class A Shares" - their holders being referred to as the "Class A Shareholders") and eight thousand seven hundred fifty (8.750) shares of class B (the "Class B Shares" - their holders being referred to as the "Class B Shareholders") of one Euro (EUR 1.-) each (the Class A Shares and the Class B Shares are collectively referred to as the "Shares"). The Class A Shareholders and the Class B Shareholders are collectively referred to as the "Shareholders".

In addition to the issued share capital, there may be set a share premium account into which any share premium paid on any Class A Share in addition to its nominal value will be transferred (the Class A Share Premium Account). The Class A Share Premium Account may be distributed to the Class A Shareholders only in proportion to the shareholdings in the

Company upon decision by the General Meeting of Shareholders. In addition to the issued share capital, there may be set a share premium account into which any share premium paid on any Class B Share in addition to its nominal value will be transferred (the Class B Share Premium Account). The Class B Share Premium Account may be distributed to the Class B Shareholders only in proportion to the shareholdings in the Company upon decision by the General Meeting of Shareholders. In addition to the issued share capital, there may be set a general share premium account into which any share premium paid on any shares in addition to its nominal value may be transferred (the General Share Premium Account). The General Share Premium Account may be distributed to the Shareholders in proportion to the shareholdings in the Company upon decision by the General Meeting of Shareholders.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts: (i) the Class A Contribution Account, (ii) the Class B Contribution Account, (iii) the General Contribution Account, or (iv) any other account designated by the Shareholders. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. Any contributions in the Class A Contribution Account may only be allocated to the Class A Shareholders, and any contributions in the Class B Contribution Account may only be allocated to the Class B Shareholders.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 7. Changes to the capital. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law regarding commercial companies.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of the Shareholders. The Class A shares are entitled to 70% of the profits, whereas the Class B Shares are entitled to 30% of the profits. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles of Incorporation to all the Shareholders.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole shareholder or of the Shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the Shareholders, as the case may be, may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the Shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. Shares are freely transferable among Shareholders. The share transfer inter vivos to non Shareholders is subject to the consent of at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital. In case of death of a Shareholder, the share transfer to non Shareholders is subject to the consent of no less than seventy-five percent (75%) of the votes of the surviving Shareholders. In any event the remaining Shareholders have a preemption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non shareholder.

Art. 11. Formalities. The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the Shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 13. Managers. The Company is managed by one or more manager(s), who need not be Shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the Shareholders, as the case may be, for a limited or an unlimited period.

Managers are eligible for reelection. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the Shareholders at a single majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the Shareholders set(s) their number, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the Shareholders decide upon the compensation of each manager.

If more than one manager is appointed, the managers shall form a board of managers and articles 14, 15 and 16 shall apply.

Art. 14. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his (her) functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 15. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board, or, if there are two Managers only, by one of them.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of commu-

nication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings are held at the registered office of the Company, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if the majority of its members are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another member of the board to represent them and to vote in their name. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers. Managers unable to attend may also cast their votes by any means of communication allowing for the transmission of a written text.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of Shareholders, before votes are taken on any other matter, the Shareholders shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that one manager is not available to meet in person to a meeting, such meeting may be held via telephone conference calls, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other, under the condition that all remaining managers physically attend to this meeting. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 16. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting or in circular resolutions as provided in the preceding paragraph. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman or by any two managers, as the case may be.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 17. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers the board of managers, is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to Shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 18. Delegation of powers. The board of managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of Shareholders, as the case may be, entrusts the daily management of the Company to one of its members.

The board of managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The board of managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

If more than one manager is appointed, any delegation of powers has to be decided by at least two managers.

Art. 19. Representation of the Company. The Company shall be bound towards third parties, in case of a sole manager, by the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by (i) the joint signatures of any two managers (ii) the sole signature of the manager to whom the daily management of the Company has been delegated, within the scope of the daily management, and (iii) the sole signature or the joint signatures of any persons to whom such signatory powers have been delegated by the board of managers, within the limits of such powers.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Liability of the managers. No manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. A manager is only liable for the performance of his duties.

Art. 22. Decisions of the Shareholders.

1. If the Company has only one shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of Shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915 are not applicable in such a situation.

2. If the Company has more than one shareholder, the decisions of the Shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five Shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which has been sent by the manager(s) to the Shareholders.

In the latter case, the Shareholders are under the obligation to cast their written vote and to mail it to the Company, within fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

If the Company has more than one shareholder, no decision may validly be taken, unless it is approved by Shareholders representing together at least fifty percent (50%) of the corporate capital. All amendments to the Articles of Incorporation have to be approved by a majority of Shareholders representing together at least seventy-five percent (75%) of the corporate capital.

Art. 23. Minutes. The decisions of the sole shareholder or of the Shareholders, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the manager(s) at the registered office of the Company. Any power of attorneys will remain attached thereto.

Art. 24. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty first day of December of each year.

Art. 25. Financial statements - Statutory auditor. Each year, on the last day of the financial year, the accounts are closed and the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to the Shareholders, as the case may be, for approval.

Each Shareholder, or his (her) attorney-in-fact, may peruse the financial documents at the registered office of the Company pursuant to article 198 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Should the Company have more than twenty-five Shareholders, or otherwise as required by law, the general meeting of the Shareholders shall appoint a statutory auditor as provided in article 200 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. In all other cases, the general meeting of the Shareholders is free to appoint a statutory auditor or an external auditor at its discretion.

Art. 26. Allocation of profits. Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when and as long as the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The general meeting of Shareholders may decide that the remaining profit (the "Profit") be distributed to the Shareholders as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

In any event, seventy percent (70 %) of the Profit shall be allocated to the Class A Shareholders and thirty percent (30%) of the Profit shall be allocated to the Class B Shareholders (the «Allocation Ratio»). This Allocation Ratio also applies to any profits, which the Shareholders have decided to carry forward.

The manager(s) may decide on the declaration and payment of interim dividends according to the same Allocation Ratio.

Art. 27. Dissolution - liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who need not be Shareholders, appointed by the sole shareholder or by the Shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s). Seventy percent (70%) of the liquidation surplus shall be allocated and distributed to the Class A Shareholders and thirty percent (30%) of such liquidation surplus to the Class B Shareholders.

Art. 28. Matters not provided. All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party declares to subscribe the whole capital as follows:

- OPG European Holdings (Lux) S.à r.l.: 3,750 Class A Shares
- Oxford EU Holdings (NL) B.V.: 8,750 Class B Shares

All the 12,500 Shares have been fully paid in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provision

The first financial year starts on this date and ends on December 31st, 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately three thousand euros.

Extraordinary general meeting

The founding Shareholders, representing the entire subscribed capital, have immediately proceeded to adopt the following resolutions:

I. To set at three (3) the number of managers and to appoint the following managers for a period ending on the date of the approval of the annual accounts 2014:

1. Mr Michel VAUCLAIR, manager of companies, (born on 29 May 1947 in Rocourt (France), professionally residing at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg,

2. Mr Kieran MULROY, barrister and solicitor, born on 31 July 1958 in Can (Ireland), residing at 127 Forest Ridge Road, Richmond Hill, Ontario L4E 3L8 CANADA,

3. Mr Mark DUNSTAN, manager of companies, born on 11 February 1962 in Melbourne (Australia), professionally residing at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The managers will be entrusted with the powers set forth in article 17 of the Articles of Incorporation and the Company is bound towards third parties by the joint signatures of any two managers.

Mr. Michel VAUCLAIR is also appointed as chairman of the board of managers.

II. The registered office of the Company shall be set at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Whereof the present deed has been drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French version; and that in case of any differences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, that person signed this original deed together with us, the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sixième jour de juin.

Par-devant nous, Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

- OPG European Holdings (Lux) S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B124976,

- Oxford EU Holdings (NL) B.V., une société constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Muiderstraat 9, 1011 PZ Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam sous le numéro 60595531

toutes deux dûment représentées par Madame Laura AUDIA, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles resteront annexées aux présentes aux fins d'enregistrement,

Laquelle comparante, es qualités, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par le comparant ci-avant une société à responsabilité limitée (la "Société"), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles, sous réserve des dispositions de la loi et des Statuts.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de "OPG Commercial RE Europe S.à r.l."

Art. 3. Objet. La Société a pour objet toutes les opérations ou transactions se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra également apporter toute assistance par le biais d'octroi de garantie, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société, de ses filiales ou des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel ou dans encore à toutes les sociétés appartenant au même groupe que la Société dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

La Société pourra investir dans tout objet immobilier qui sera exclusivement utilisé à titre d'investissement et non pour les besoins propres de la Société.

En général, elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réalisera toutes opérations quelconques qui se rattachent directement ou indirectement à son objet et qui en favorisent le développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans la ville de Luxembourg en vertu d'une décision des gérants.

Les gérants pourront établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par trois mille sept cent cinquante (3.750) parts sociales de catégorie A (les «Parts sociales de Catégorie A»), et huit mille sept cent cinquante (8.750) parts sociales de catégorie B (les «Parts sociales de Catégorie B»), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) (Les Parts Sociales de catégorie A et les Parts Sociales de catégorie B seront collectivement désignées comme «Catégories de Parts Sociales»). Les Associés de catégorie A et les Associés de catégorie B seront collectivement désignés comme les «Associés».

En plus du capital émis, il pourra être établi un compte de prime d'émission dans lequel toute prime payée sur une Part sociale de catégorie A en plus de sa valeur nominale sera transférée (le Compte prime d'émission de catégorie A). Le compte prime d'émission de catégorie A peut être distribué aux Associés de catégorie A uniquement au prorata de leurs participations dans la Société sur décision de l'assemblée générale des associés. En plus du capital émis, il pourra être établi un compte de prime d'émission dans lequel toute prime payée sur une Part sociale de catégorie B, en plus de sa valeur nominale, sera transférée (le Compte prime d'émission de catégorie B). Le Compte prime d'émission de catégorie B peut être distribué aux Associés de catégorie B uniquement, au prorata de leur participation dans la Société, sur décision de l'assemblée générale des associés. En plus du capital émis, il pourra être établi un compte général de prime d'émission dans lequel toute prime versée sur les en plus de sa valeur nominale peut être transféré (le Compte général de prime d'émission). Le Compte général de prime d'émission peut être distribué aux associés au prorata de leurs participations dans la Société sur décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut, sans limitation, accepter des fonds propres ou d'autres apports en capitaux propres non rémunérés par des parts sociales ou d'autres titres et peut créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes: (i) le compte de contribution de catégorie A, (ii) le compte de contribution de catégorie B, (iii) le compte de contribution générale, ou (iv) tout autre compte désigné par l'assemblée générale des associés. Les décisions relatives à l'utilisation de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et aux présents statuts. Un apport dans le compte de contribution de catégorie A ne peut être attribué qu'aux Associés de catégorie A, et tous les apports dans le compte de contribution de catégorie B ne peuvent être attribués qu'aux Associés de catégorie B.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la loi.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire une voix à l'assemblée générale des associés. Les Parts sociales de catégorie A, confèrent 70% des bénéfices et dans tout l'actif social de la Société et les Parts sociales de catégorie B, confèrent 30% des bénéfices et dans tout l'actif social de la Société. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des Associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun désigné parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une déterminée ou indéterminée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du ou des gérants.

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Si plus d'un gérant est nommé, les gérants formeront un conseil de gérance et les articles 14, 15 et 16 des Statuts trouveront à s'appliquer.

Art. 14. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire de la société et d'autres mandataires sociaux le cas échéant, associés ou non associés.

Art. 15. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil, ou, si le conseil est composé de deux gérants uniquement, par l'un d'entre eux. Sauf en cas d'urgence ou avec le consentement préalable de tous les membres étant autorisés à assister aux réunions, les réunions du conseil de gérance doivent être convoquées moyennant un préavis écrit d'au moins trois (3) jours calendaires, et les avis de convocation doivent être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Un tel avis doit préciser la durée et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il peut être dérogé aux formalités de convocation à l'une ou l'autre réunion du conseil suivant accord exprès signé par chaque membre du conseil de gérance. Aucune convocation spécifique n'est requise pour les réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du Conseil de Gérance.

Les réunions ont lieu au siège social de la Société, le jour et l'heure indiquée dans l'avis.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent donner pouvoir à un autre gérant de le représenter à la réunion du conseil de gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du conseil de gérance. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à celui de la Société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil de gérance, est tenu d'en informer le conseil et de faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Dans le cas d'un membre du conseil de gérance ayant dû s'abstenir pour un conflit d'intérêt, les résolutions adoptées par la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputés valables.

Lors de la prochaine assemblée générale des Associés, avant de voter sur toute autre question, les Associés seront informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à celui de la Société.

Dans le cas où l'un des gérants n'est pas disponible pour assister physiquement à une réunion du conseil de gérance, il pourra assister à la prédite réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément entre elles, à la

condition que tous les autres gérants assistent physiquement à la réunion. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

Les résolutions signées par tous les gérants seront aussi valables et efficaces que si elles sont adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique.

Art. 16. Procès-verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par tous les gérants ayant participé à la réunion du conseil de gérance ou dans des résolutions circulaires comme prévu dans le paragraphe qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux. Les copies et extraits de ces procès verbaux seront signés par le président ou par deux gérants, selon le cas.

Ces procès verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 17. Pouvoirs. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 18. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Si plus d'un gérant est nommé, toute décision de délégation de pouvoirs doit être prise par au moins deux gérants.

Art. 19. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par (i) la signature conjointe de deux gérants, (ii) par la signature individuelle du gérant auquel la gestion journalière a été déléguée et, (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui les pouvoirs de signature ont été délégués par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 20. Evénements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 21. Responsabilité de la gérance. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Un gérant n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 22. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Dans ce cas, les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel a été envoyé par le(s) gérant(s) aux associés.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

En cas de pluralité d'associés, aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble au moins cinquante pourcent (50%) du capital social. Toute modification des présents Statuts doit être approuvée par une majorité des associés représentant ensemble au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social.

Art. 23. Procès-verbaux. Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas, seront documentées par écrit et consignées dans un registre tenu par le(s) gérant(s) au siège social de la Société. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux.

Art. 24. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 25. Bilan - Conseil de surveillance. Chaque année, le dernier jour de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le gérant dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'associé unique ou, suivant le cas, à la collectivité des associés.

Tout associé, ou son mandataire, peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société, conformément à l'article 198 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Lorsque la société a plus de vingt-cinq associés, ou dans les autres cas prévus par la loi, l'assemblée générale des associés doit nommer un commissaire aux comptes comme prévu à l'article 200 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans tous les autres cas, l'assemblée générale des associés est libre de nommer un commissaire aux comptes ou un réviseur d'entreprises, à sa discrétion.

Art. 26. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des Associés peut décider que le bénéfice restant (le «Bénéfice») sera distribué aux Associés sous forme de dividendes ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

En tout état de cause, soixante-dix pour cent (70%) du Bénéfice devra être attribué aux Associés de catégorie A et trente pour cent (30%) du Bénéfice sera attribué aux Associés de catégorie B (le «Ratio d'Attribution»). Ce Ratio d'Attribution s'applique également aux bénéfices, que les associés auront décidé de reporter à nouveau.

Les gérant(s) pourra (pourront) procéder à un versement d'acomptes sur dividendes selon le même Ratio d'Attribution.

Art. 27. Dissolution. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 28. Dispositions générales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare souscrire le capital comme suit:

- OPG European Holdings (Lux) S.à r.l.: 3,750 Parts sociales de catégorie A
- Oxford EU Holdings (NL) B.V.: 8,750 Parts sociales de catégorie B

Toutes les vingt douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ont entièrement été libérées par versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à trois mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital souscrit, ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

I. De fixer à trois (3), le nombre de gérants et de nommer pour une période expirant à la date de l'approbation des comptes annuels de l'année 2014:

1. Mr Michel VAUCLAIR, gérant de sociétés, né le 29 mai 1947 à Rocourt (France), demeurant professionnellement au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg,

2. Mr Kieran MULROY, avocat, né le 31 juillet 1958 à Can (Irlande), demeurant au 127 Forest Tidge Road, Richmond Hill, Ontario L4E 3L8 CANADA,

3. Mr Mark DUNSTAN, gérant de sociétés, né le 11 février 1962 à Melbourne (Australie), demeurant au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Les gérants se voient confier les pouvoirs prévus à l'article 17 des statuts de la Société et la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants.

Monsieur Michel VAUCLAIR est nommé président du conseil de gérance.

II. Le siège social de la société est fixé au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: Audia, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 6 juin 2014. Relation: RED/2014/1262. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Els.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014081775/508.

(140096211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

Charterhouse Acorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 156.109.

—
Certificat

Le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, certifie, conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et sur base des résolutions du conseil de gérance de la société Charterhouse Acorn S.à r.l.,

que le projet commun de fusion entre la société Charterhouse Acorn S.à r.l., une société à responsabilité limitée (la «Société Absorbante B»), ayant un capital social de cent-dix-sept mille sept cent quatre-vingt et onze euros et soixante-dix cents (EUR 117.791,70) et ayant son siège social au 8, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.109,

et la société Acorn (Luxco) 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, (la «Société Absorbée B») ayant un capital social de douze mille cinq-cent-soixante euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 12.560,92) et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.594,

ainsi qu'entre la société Acorn (Luxco) 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, (la «Société Absorbée A»), ayant un capital social de quarante-quatre mille euros (EUR 44.000,-) et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.593, et la société Acorn (Luxco) 1 S.à r.l. en tant que société absorbante de la Société Absorbée A (la «Société Absorbante A»),

a été régulièrement publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 30 novembre 2012, numéro 2904 (le «Projet de Fusion»).

Que le point 7 du Projet de Fusion prévoit que la fusion de la Société Absorbée A dans la Société Absorbante A et la fusion de la Société Absorbée B dans la Société Absorbante B deviendront effectives et définitives le 30 décembre 2012, soit un mois après la publication du Projet de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»).

Qu'aucun associé de la Société Absorbante A, ni de la Société Absorbante B n'a dans le délai d'un mois à partir de la publication du Projet de Fusion au Mémorial, demandé la convocation d'une assemblée générale.

Que toutes les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies.

Que la Société Absorbée A et la Société Absorbée B peuvent dès lors être rayées du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020469/36.

(130024801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Teleflex Medical Devices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 33.342.120,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 185.177.

—
In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of April.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- TELEFLEX MEDICAL INCORPORATED, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of California, United States of America, having its registered office at 2710 Gateway Oaks Drive, Suite 150N, Sacramento, California 95833, United States of America registered with the Secretary of State of the State of California, United States of America, under registration number C0308527 (referred as "TFX Medical"), holding one million one

hundred sixty-two thousand one hundred twenty (1,162,120) shares, having a par value of one US Dollar (USD 1) each, of the Company (as defined below);

- TFX EQUITIES INCORPORATED, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America registered with the Secretary of State of the State of Delaware, United States of America, under registration number 2135668 (referred as “TFX Equities”), holding thirty-three millions one hundred fifty thousand (33,150,000) shares, having a par value of one US Dollar (USD 1) each, of the Company (as defined below);

TFX Medical and TFX Equities are together referred as the “Shareholders”;

here represented by Régis Galiotto, notary’s clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given respectively by TFX Medical on April 15th, 2014, and by TFX Equities on April 15th, 2014.

Said proxies signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

TFX Medical and TFX Equities, represented by their proxyholder, have requested the notary to state as follows:

I. That the Shareholders are currently holding all the shares issued by the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of TELEFLEX MEDICAL DEVICES S.À R.L., having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 185.177 and incorporated by a deed of the undersigned notary, on February 3, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Company”), and which articles of association have amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on April 15, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Articles”).

II. That the Company’s share capital amounts to thirty-four millions three hundred twelve thousand one hundred twenty US Dollars (USD 34,312,120) represented by thirty-four millions three hundred twelve thousand one hundred twenty (34,312,120) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

III. That the Shareholders declare that they had full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agree to waive the notice requirements, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1. Decrease of the share capital of the Company by an amount of nine hundred seventy thousand US Dollars (USD 970,000) in order to decrease it from its present amount of thirty-four millions three hundred twelve thousand one hundred twenty US Dollars (USD 34,312,120) to thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 33,342,120) by the cancellation and reimbursement of nine hundred seventy thousand (970,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each;

2. Subsequent amendment of the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association of the Company to give it the following content:

“ **6.1. Subscribed share capital.** The share capital of the Company amounts to thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 33,342,120) represented by thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty (33,342,120) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.”

3. Miscellaneous.

V. That, on basis of the agenda, the Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to decrease the Company’s share capital by an amount of nine hundred seventy thousand US Dollars (USD 970,000) in order to decrease it from its present amount of thirty-four millions three hundred twelve thousand one hundred twenty US Dollars (USD 34,312,120) to thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 33,342,120) by the cancellation and reimbursement of nine hundred seventy thousand (970,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each to TFX Medical.

Second resolution

Pursuant to the above decrease of the share capital of the Company, the Shareholders resolve to amend the first paragraph of Article 6.1 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **6.1. Subscribed share capital.** The share capital of the Company amounts to thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 33,342,120) represented by thirty-three millions three hundred forty-two thousand one hundred twenty (33,342,120) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately at one thousand seven hundred Euros (EUR 1,700.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- TELEFLEX MEDICAL INCORPORATED, une société dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat de Californie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2710 Gateway Oaks Drive, Suite 150N, Sacramento, Californie 95833, Etats Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat de Californie, Etats-Unis d'Amérique, sous le numéro C0308527 (ci-après «TFX Medical»), détenant un million cent soixante-deux mille cent vingt (1.162.120) parts sociales, d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, de la Société (définie ci-après);

- TFX EQUITIES INCORPORATED, une société dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, sous le numéro 2135668 (ci-après «TFX Equities»), détenant trente-trois millions cent-cinquante mille (33.150.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, de la Société (définie ci-après);

ci-après collectivement les «Associés»

ici représentés par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations émises respectivement par TFX Medical le 15 avril 2014 et par TFX Equities le 15 avril 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées.

TFX Medical et TFX Equities, représentés par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent actuellement toutes les parts sociales émises par la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de TELEFLEX MEDICAL DEVICES S.A R.L., ayant son siège social à 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.177 et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 3 février 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 15 avril 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (les «Statuts»).

II. Que le capital social de la Société est de trente-quatre millions trois cent douze mille cent vingt US Dollars (USD 34.312.120) représenté par trente-quatre millions trois cent douze mille cent vingt (34.312.120) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

III. Que les Associés déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la présente assemblée et renoncent à toutes les formalités de convocation de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

IV. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer la diminution du capital social de la Société à concurrence d'un montant de neuf cent soixante-dix mille US Dollars (USD 970.000) afin de le diminuer de son montant actuel de trente-quatre millions trois cent douze mille cent vingt US Dollars (USD 34.312.120) à trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 33.342.120) par l'annulation et le remboursement de neuf cent soixante-dix mille (970.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune;

2. Considérer la modification subséquente du premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de lui donner le contenu suivant:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 33.342.120) représenté par trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt (33.342.120) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»;

3. Divers.

V. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de diminuer le capital social de la Société à concurrence de neuf cent soixante-dix mille US Dollars (USD 970.000) afin de le diminuer de son montant actuel de trente-quatre millions trois cent douze mille cent vingt US Dollars (USD 34.312.120) à trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 33.342.120) par l'annulation et le remboursement de neuf cent soixante-dix mille (970.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune à TFX Medical.

Deuxième résolution

Suite à la diminution du capital social de la Société, les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 33.342.120) représenté par trente-trois millions trois cent quarante-deux mille cent vingt (33.342.120) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille sept cents Euros (EUR 1.700.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2014. Relation: LAC/2014/19374. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014072600/156.

(140084297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Müller Sporty GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, an de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 187.589.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den zweiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul Meyers, mit Amtssitz in Rambruch, Großherzogtum Luxembourg.

IST ERSCHIENEN

Herr Oliver MÜLLER, geboren am 21. November 1982 in Wittlich (Deutschland), Kaufmann, wohnhaft Borweg 18 in D-54518 Bergweiler (Deutschland).

Der Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Rechtsform - Zweck - Benennung - Sitz - Dauer

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, wie abgeändert, und der vorliegenden Satzung.

Der einzige Gesellschafter kann sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschließen und die zukünftigen Gesellschafter können ebenso die geeigneten Massnahmen treffen, um die unipersonale Eigentümlichkeit der Gesellschaft wieder herzustellen.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben von Sportclubs, Fitnessclubs, Ernährungsberatung, Verkauf von Gesundheitsprodukten, Vermarktung von Lizenzen und Markenrechten und alle damit verbundenen Dienstleistungen, sowie der Handel mit Produkten der Branche und sonstigen Produkten aller Art.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft alle Tätigkeiten kommerzieller, finanzieller oder sonstiger Art ausüben, soweit sie dem Gesellschaftszweck dienlich oder nützlich sind.

Art. 3. Die Gesellschaft nimmt den Namen „Müller Sporty GmbH“ an.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Grevenmacher.

Er kann durch Beschluss der Gesellschafter in jede andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), aufgeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125).

Jeder Anteil gibt Anrecht an einem Teil der Aktiva und Gewinne der Gesellschaft im direkten Verhältnis der bestehenden Anteile.

Art. 7. Jedwede Anteilsübertragung unter Lebenden durch den einzigen Gesellschafter sowie die Übertragung von Anteilen durch Erbschaft oder durch Liquidation einer Gütergemeinschaft zwischen Eheleuten ist frei.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Im Falle einer Übertragung wird, gemäss den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, der Wert eines Anteils auf der Basis der drei letzten Bilanzen der Gesellschaft bewertet und, im Falle wo die Gesellschaft weniger als drei Geschäftsjahre zählt wird er bewertet aufgrund der Bilanz des letzten Geschäftsjahres oder jener der beiden letzten Geschäftsjahre.

Geschäftsführung

Art. 8. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, verwaltet.

Sie werden vom einzigen Gesellschafter oder, je nachdem, durch einfache Stimmenmehrheit der Hauptversammlung (oder durch schriftlichen Beschluss) der Gesellschafter ernannt oder abgesetzt. Auf die gleiche Weise, werden ihre Befugnisse sowie die Dauer ihres Amtes festlegt. Sofern die Dauer ihres Amtes nicht festgelegt wurde, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt, und ohne Grund (ad nutum) und zu jeder Zeit abberufen werden.

Die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Vollmachten gegenüber Drittpersonen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die Gesellschaftssatzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, sollen dem Einzelgeschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführung zustehen.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Geschäften durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers vertreten.

Sind mehrere Geschäftsführer vorhanden, so wird die Gesellschaft jederzeit durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Rat der Geschäftsführer bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Spezifische oder beschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an Bevollmächtigte, die nicht Gesellschafter sein müssen, erteilt werden.

Entscheidungen des einzigen Gesellschafters

Gemeinsame Entscheidungen von mehreren Gesellschaftern

Art. 9. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Jede Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, wie abgeändert, aus.

Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverteilung

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Die Bücher der Gesellschaft werden nach handelsüblichem Gesetz und Brauch geführt. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Inventar der Aktiva und Passiva und eine Bilanz, welche das Inventar zusammenfasst, sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Saldo dieses Kontos, nach Abziehen der allgemeinen Unkosten, Lasten, Abschreibungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn.

Von diesem Nettogewinn werden jährlich fünf Prozent zugunsten der gesetzlichen Reserve abgezogen. Diese Zuteilungen sind solange obligatorisch bis die gesetzliche Reserve ein Zehntel des Kapitals beträgt; sie müssen wieder aufgenommen werden wenn zu einem gegebenen Augenblick und aus irgendeinem Grunde, die gesetzliche Reserve angetroffen ist.

Der Restbetrag wird dem einzigen Gesellschafter zugeteilt oder, je nachdem, unter den Gesellschaftern verteilt, wobei dieser oder diese, handelnd laut den gesetzlichen Bestimmungen, entscheiden kann oder können, dass der Restbetrag auf das folgende Jahr übertragen oder auf eine aussergesetzliche Reserve gutgeschrieben wird.

Auflösung

Art. 12. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die notorische Zahlungsunfähigkeit, die gerichtliche Entmündigung oder den Bankrott eines Gesellschafter aufgelöst.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die eventuelle Liquidation vom oder von den Geschäftsführern im Amt oder von einem oder mehreren Liquidatoren, vom einzigen Gesellschafter oder von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt, ausgeführt. Der oder die Liquidatoren sind mit den ausgedehntesten Vollmachten zur Realisierung der Aktiva und zur Zahlung der Passiva ausgestattet.

Die Aktiva der Liquidation werden, nach Abzug der Passiva, dem einzigen Gesellschafter zugeteilt, oder, je nachdem, unter die Gesellschafter im Verhältnis ihrer zukünftigen Anteile aufgeteilt.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 13. Für alle nicht durch die vorliegende Satzung geregelten Angelegenheiten verweisen die Gesellschafter auf das anwendbare Recht.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Einzahlung

Die erschienene Person, Herr Oliver Müller, vorbenannt, erklärte, die einhundert (100) Anteile zu zeichnen und die Auszahlung dieser Gesellschaftsanteile durch eine vollständige Einzahlung in bar zu tätigen.

Es ergibt sich somit, dass das Gesellschaftskapital vollständig eingezahlt ist und der Gesellschaft in Höhe von zwölf-tausend fünfhundert Euro (12.500,- €) zur Verfügung steht.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Entgelte und Lasten irgendwelcher Art, die der Gesellschaft bei ihrer Gründung erwachsen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr 1.200 Euro.

Beschlüsse

Sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter welcher das Gesamtkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Zum Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit und mit der Befugnis die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift zu vertreten wird ernannt:

Herr Oliver Müller, geboren am 21. November 1982 in Wittlich (Deutschland), Kaufmann, wohnhaft Borweg 18 in D-54518 Bergweiler (Deutschland).

2) Der Gesellschaftssitz ist in 5, an de Längten, L-6776 Grevenmacher.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar hat den Kompargenten darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft zwecks Ausübung der vorgenannten Tätigkeit im Besitz einer seitens der zuständigen Behörden ausgestellten Ermächtigung sein muss.

Der Kompargent bestätigt ausdrücklich diesen Hinweis erhalten zu haben.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: O. Müller, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 mai 2014. Relation: RED/2014/1184. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 10. Juni 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014080991/133.

(140095623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

CEP III Alphyn I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 176.813.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty of May.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CEP III Alphyn I S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 176 813 (the "Company") incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, on 15 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1426 on 15 June 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Jean-Paul Meyers dated 5 May 2014 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is chaired by Mr. Christophe Nicolay, maître en droit, with professional address in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appoints Mr. Leonhard Nagel, maître en droit, with professional address in Luxembourg as secretary of the Meeting (the "Secretary").

The Meeting elects Mr. Leonhard Nagel, maître en droit, with professional address in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer").

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to as the "Board of the Meeting".

The Board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The convening notice setting out the agenda of the Meeting has been sent out to all the shareholders of whatever class of shares, including holders of Class B Ordinary Founders Shares (as defined below) (altogether the "Shareholders") on 21 May 2014, thus at least 8 days before the date scheduled for the Meeting as provided for in article 13.3 of the articles of association of the Company.

II. The present Meeting does result in the reduction of the share capital of the Company by cancellation of class A preferred shares (the "Class A Preferred Shares") and subsequent amendment of the articles of association of the Company and therefore the holders of Class A Preferred Shares (the "Class A Preferred Shareholders") do have a voting right in the present Meeting in respect of agenda items 1. and 3.

III. The present Meeting does result in an amendment of the rights pertaining the class B ordinary founder shares (the "Class B Ordinary Founder Shares") and subsequent amendment of the articles of association of the Company and therefore the holders of Class B Ordinary Founder Shares (the "Class B Ordinary Founder Shareholders") do have a voting right in the present Meeting in respect of agenda items 2. and 3.

IV. The Shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented Shareholders, signed ne varietur, by the bureau of the Meeting and the proxyholders, will remain attached to the present minutes.

V. It appears from said attendance list that one hundred and fifty-four million eight hundred and sixty-eight thousand nine hundred and twenty-nine (154,868,929) class A ordinary shares (i.e. 98,5 % of all the class A ordinary shares), that sixty-two million five hundred and twelve thousand nine hundred and sixty-seven (62,512,967) Class A Preferred Shares (i.e. 97,1 % of all the Class A Preferred Shares), that nine million two hundred and fifty thousand (9,250,000) Class B Ordinary Founder Shares (i.e. 100 % of all the Class B Ordinary Founder Shares) (which do not represent the share capital of the Company) and one (1) management share, all in registered form with a par value of one pence sterling (GBP 0.01) each, of the share capital and the Class B Ordinary Founder Shares of the Company which represent 98.1 % of the shares issued by the Company, are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which are known to the Shareholders.

VI. The agenda of the Meeting is the following:

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of one hundred seventeen thousand four hundred forty-two pounds sterling and ten pence (GBP 117,442.10) in order to reduce it from its present amount of two million three hundred thirty-three thousand seven hundred fifty-one pounds sterling and seventy pence (GBP 2,333,751.70) to two million two hundred sixteen thousand three hundred nine pounds sterling and sixty pence (GBP 2,216,309.60) by cancellation of eleven million seven hundred and forty-four thousand two hundred and ten (11,744,210) Class A Preferred Shares having a nominal value of one penny sterling (GBP 0.01) each.

2. Increase of the number of Class B Ordinary Founder Shares which do not represent the share capital of the Company, by an amount of eighteen thousand five hundred pounds sterling (GBP 18,500.-) from its present amount of ninety-two thousand five hundred pounds sterling (GBP 92,500.-) to one hundred eleven thousand pounds sterling (GBP 111,000.-) through issuance and subscription of one million eight hundred and fifty thousand (1,850,000) new Class B Ordinary Founder Shares having a nominal value of one penny sterling (GBP 0.01) each, issued with a premium of sixty-five thousand pounds sterling (GBP 65,000.-) for a total subscription price of eighty-three thousand five hundred pounds sterling (GBP 83,500.-) to be subscribed in cash.

3. Amendment of article 6 of the Company's articles of association and subsequent amendments of the articles of association updating all the references to the share capital and the Class B Ordinary Founder Shares therein.

4. Miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution

After having reviewed the interim financial statements of the Company, it is resolved to reduce the share capital of the Company by an amount of one hundred seventeen thousand four hundred forty-two pounds sterling and ten pence (GBP 117,442.10) in order to reduce it from its present amount of two million three hundred thirty-three thousand seven hundred fifty-one pounds sterling and seventy pence (GBP 2,333,751.70) to two million two hundred sixteen thousand three hundred nine pounds sterling and sixty pence (GBP 2,216,309.60) by cancellation of eleven million seven hundred and forty-four thousand two hundred and ten (11,744,210) Class A Preferred Shares having a nominal value of one penny sterling (GBP 0.01) each, which are temporarily held by the Company.

No payment shall be made to the Class A Preferred Shareholders as a consequence of the above.

This resolution is approved by all the present or represented (i) holder of management share (the "Management Shareholder"), (ii) the class A ordinary shareholders, and (iii) the Class A Preferred Shareholders. The Class B Ordinary Founder Shareholders did not vote for this resolution.

Second resolution

It is resolved to increase the number of the Class B Ordinary Founder Shares, which do not represent the share capital of the Company by an amount of eighteen thousand five hundred pounds sterling (GBP 18,500.-) in order to increase it from its present amount of ninety-two thousand five hundred pounds sterling (GBP 92,500.-) to one hundred eleven thousand pounds sterling (GBP 111,000.-) by issuance and subscription of one million eight hundred and fifty thousand (1,850,000) new Class B Ordinary Founder Shares having a nominal value of one penny sterling (GBP 0.01) each.

The one million eight hundred and fifty thousand (1,850,000) new Class B Ordinary Founder Shares issued have been subscribed by Liam Griffin, holder of all the Class B Ordinary Founder Shares, for a total subscription price of eighty-three thousand five hundred pounds sterling (GBP 83,500.-).

The shares so subscribed by Liam Griffin, aforementioned, have been fully paid-up by a contribution in cash consisting of eighty-three thousand five hundred pounds sterling (GBP 83,500.-), as it has been justified to the undersigned notary; so that the amount of eighty-three thousand five hundred pounds sterling (GBP 83,500.-) is as of now available to the Company.

The total contribution in the amount of eighty-three thousand five hundred pounds sterling (GBP 83,500.-) consists of eighteen thousand five hundred pounds sterling (GBP 18,500.-) of nominal value and sixty-five thousand pounds sterling (GBP 65,000.-) of share premium.

It is resolved to suppress the preferential subscription right for any class of securities in the context of the issue of the Class B Ordinary Founder Shares, according to article 6.2 of the articles of association of the Company.

This resolution is approved by all the present or represented (i) Management Shareholder, (ii) the Class B Ordinary Founder Shareholders and (iii) the class A ordinary shareholders. The Class A Preferred Shareholders did not vote for this resolution.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the general meeting of shareholders decides to amend articles 6.1 and 6.7.1 of the articles of association of the Company in order to amend the share capital and the number of Class B Ordinary Founder Shares.

Article. 6.1 of the articles of association of the Company should therefore read as follows:

“ 6.1. The Company’s subscribed share capital is set at two million two hundred sixteen thousand three hundred nine pounds sterling and sixty pence (GBP 2,216,309.60), represented by: (i) one (1) management share with a nominal value of 0.01 Sterling (GBP 0.01) (the “Management Share”); (ii) one hundred fifty-seven million two hundred fifty thousand (157,250,000) class A ordinary shares with a nominal value of 0.01 Sterling (GBP 0.01) each (the “Class A Ordinary Shares”), and (iii) sixty-four million three hundred and eighty thousand nine hundred and fifty-nine (64,380,959) class A preferred shares with a nominal value of 0.01 Sterling (GBP 0.01) each (the “Class A Preferred Shares” and together with the Management Share and the Class A Ordinary Shares, the “Shares”). Each holder of Class A Ordinary Shares is hereinafter referred to as an “Ordinary Shareholder” and each holder of Class A Preferred Shares is referred to as a “Class A Preferred Shareholder”, whereas Ordinary Shareholders, Class A Preferred Shareholders and the holder of the Management Share are hereinafter collectively referred to as “Shareholders”. The Management Share shall be held by an unlimited shareholder (associé commandité) of the Company.”

Article 6.7.1 of the articles of association of the Company should therefore read as follows:

“ 6.7.1. The Company has issued eleven million one hundred thousand (11,100,000) class B ordinary founder shares each having a nominal value of one pence sterling (GBP 0.01) for a total nominal value of one hundred eleven thousand pounds sterling (GBP 111,000.-) which do not represent the share capital of the Company and which do not confer any rights to the holders thereof save for the ones set out in these Articles (the “Class B Ordinary Founder Shares”).”

This resolution is approved by all the present or represented Shareholders.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand euros.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente mai.

Par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,
a été tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’«Assemblée») de CEP III Alphyn I S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 176.813 (la «Société»), constituée selon acte reçu par Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 15 Avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1426 en date du 15 juin 2013. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Meyers en date du 5 mai 2014 pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L’Assemblée est présidée par M. Christophe Nicolay, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (le «Président»).

Le Président nomme M. Leonhard Nagel, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, comme secrétaire de l’Assemblée (le «Secrétaire»).

L’Assemblée élit M. Leonhard Nagel, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, comme scrutateur de l’Assemblée (le «Scrutateur»).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelé le «Bureau».

Le Bureau ayant été constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d’acter que:

I. La convocation contenant l’ordre du jour de l’Assemblée a été envoyé à tous les actionnaires de toute catégorie d’actions, y compris les détenteurs d’actions ordinaires de fondateur de classe B (tel que défini ci-dessous) (ensemble les «Actionnaires») le 21 mai 2014, donc au moins 8 jours avant la date prévue pour l’Assemblée tel que prévu par l’article 13.3 des statuts de la Société.

II. La présente Assemblée réduira le capital social de la Société par l’annulation d’actions préférées de classe A (les «Actions Préférées de Classe A») et modifiera subséquemment les statuts de la Société et pour cette raison, les détenteurs d’Actions Préférées de Classe A (les «Actionnaires Préférées de Classe A») ont un droit de vote à la présente Assemblée à l’égard des points 1 et 3 de l’ordre du jour.

III. La présente Assemblée modifiera les droits afférents aux actions ordinaires de fondateur de classe B (les «Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B») et modifiera subséquemment les statuts de la Société et pour cette raison, les

détenteurs d'Ordinaires de Fondateur de Classe B (les «Actionnaires Ordinaires de Fondateur de Classe B») ont un droit de vote à la présente Assemblée à l'égard des points 2 et 3 de l'ordre du jour.

IV. Les Actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre des actions détenues par eux sont répertoriés sur la liste de présence. Cette liste de présence et les procurations des Actionnaires représentés, signées ne varietur, par le Bureau et les mandataires, resteront jointes à ce procès-verbal.

V. Il apparaît selon la liste de présence que cent cinquante-quatre millions huit cent soixante-huit mille neuf cent vingt-neuf (154,868,929) actions ordinaires de classe A (i.e. 98,5 % de toutes les actions ordinaires de classe A), que soixante-deux millions cinq cent douze mille neuf cent soixante-sept (62,512,967) Actions Préférées de Classe A (i.e. 97,1 % de toutes les Actions Préférées de Classe A), que neuf millions deux cent cinquante mille (9,250,000) Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B (i.e. 100 % de toutes les Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B) (qui ne représentent pas le capital social de la Société) et qu'une (1) action de gestion, toutes sous forme nominative avec une valeur nominale d'un penny Sterling (GBP 0,01), ce qui représente 98,1 % des actions émises par la Société, sont présentes ou représentées à l'Assemblée, afin que l'Assemblée puisse valablement décider de tous les points de l'ordre du jour connus des Actionnaires.

VI. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de cent dix-sept mille quatre cent quarante-deux livres sterling et dix pence (GBP 117.442,10) afin de le réduire de son montant actuel de deux millions trois cent trente-trois mille sept cent cinquante et un livres et soixante-dix penny Sterling (2.333.751,70) jusqu'à deux millions deux cent seize mille trois cent neuf livres sterling et soixante pence (GBP 2.216.309,60) par l'annulation de onze millions sept cent quarante-quatre mille deux cent dix (11.744.210) Actions Préférées de Classe A d'une valeur nominale d'un penny Sterling (GBP 0,01) chacune.

2. Augmentation du nombre de Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B qui ne représentent pas le capital social de la Société, d'un montant de dix-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 18.500,-) de son montant actuel de quatre-vingt-douze mille cinq cents livres sterling (GBP 92.500,-) à cent onze mille livres sterling (GBP 111.000,-) par l'émission et la souscription d'un million huit cent cinquante mille (1.850.000) nouvelles Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B ayant une valeur nominale d'un penny sterling (EUR 0,01) chacune, émises avec une prime de soixante-cinq mille livres sterling (GBP 65.000,-) pour un prix total de souscription de quatre-vingt-trois mille cinq cents livres sterling (GBP 83.500,-) à souscrire en numéraire.

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société et modifications subséquentes des statuts mettant à jour toutes les références au capital social et aux Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B.

4. Divers.

Ces faits ayant été exposés et reconnus vrais par l'Assemblée, l'Assemblée, après délibération, a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir examiné les comptes intermédiaires de la Société, il est décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent dix-sept mille quatre cent quarante-deux livres sterling et dix pence (GBP 117.442,10) afin de le réduire de son montant actuel de deux millions trois cent trente-trois mille sept cent cinquante et un livres et soixante-dix penny Sterling (2.333.751,70) jusqu'à deux millions deux cent seize mille trois cent neuf livres sterling et soixante pence (GBP 2.216.309,60) par l'annulation de onze millions sept cent quarante-quatre mille deux cent dix (11.744.210) Actions Préférées de Classe A d'une valeur nominale d'un penny Sterling (GBP 0,01) chacune, qui sont temporairement détenues par la Société.

Aucun paiement n'est fait aux Actionnaires Préférées de Classe A compte tenu de ce qui précède.

Cette résolution est approuvée par (i) le détenteur de l'action de gestion (l'«Actionnaire de Gestion»), (ii) les Actionnaires Ordinaires de Classe A et (iii) les Actionnaires Préférées de Classe A présents ou représentés. Les Actionnaires Ordinaires de Fondateur de Classe B n'ont pas votées sur cette résolution.

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le nombre Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B, qui ne représentent pas le capital social de la Société, par un montant de dix-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 18.500,-) afin d'augmenter de son montant actuel de quatre-vingt-douze mille cinq cents livres sterling (GBP 92.500,-) à cent onze mille livres sterling (GBP 111.000,-) par l'émission et la souscription d'un million huit cent cinquante mille (1.850.000) nouvelle Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B ayant une valeur nominale de un penny sterling (GBP 0,01) chacune.

Les un million huit cent cinquante mille (1.850.000) nouvelle Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B émises ont été souscrites par Liam Griffin, détenteur de toutes les Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B, pour un prix total de souscription de quatre-vingt-trois livres sterling et cinq cents pence (GBP 83.500,-).

Les actions ainsi souscrites par Liam Griffin, précité, ont été entièrement libérées par un apport en numéraire consistant de quatre-vingt-trois livres sterling et cinq cents pence (GBP 83.500,-), comme il a été justifié au notaire soussigné; de sorte que le montant de quatre-vingt-trois mille cinq cents livres sterling (GBP 83.500,-) est dès à présent disponible à la Société.

La contribution totale d'un montant de quatre-vingt-trois mille cinq cents livres sterling (GBP 83.500,-) se compose de dix-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 18.500,-) attribué à la valeur nominale soixante-cinq mille livres sterling (GBP 65.000,-) à la prime d'émission.

Il est résolu de supprimer le droit préférentiel de souscription de toutes catégories de titres dans le contexte de l'émission des Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B, conformément à l'article 6.2 des statuts de la Société.

Cette résolution est approuvée par (i) l'Actionnaire de Gestion, (ii) les Actionnaires Ordinaires de Classe A et (iii) les Actionnaires Ordinaires de Fondateur de Classe B présentes ou représentées. Les Actionnaires Préférées de Classe A n'ont pas votées sur cette résolution.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide de modifier les articles 6.1 et 6.7.1 des statuts de la Société en vue de modifier le capital social et le nombre l'Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B.

L'article 6.1 des statuts de la Société devrait donc se lire comme suit:

« **6.1.** Le capital souscrit de la Société est fixé à deux millions deux cent seize mille trois cent neuf euros et soixante centimes (EUR 2.216.309,60), représenté par une (1) action de gestion ayant une valeur nominale d'une pence Sterling (GBP 0,01) («Action de Gestion»), (ii) cent cinquante-sept millions deux cent cinquante mille (157.250.000) actions ordinaires de classe A ayant une valeur nominale d'une pence Sterling (GBP 0,01) chacune («Actions Ordinaires de Classe A») et (iii) soixante-quatre millions trois cent quatre-vingt mille neuf cent cinquante-neuf (64.380.959) d'actions de préférence de classe A ayant une valeur nominale d'une pence Sterling (GBP 0,01) chacune («Actions de Préférence de Classe A») et collectivement avec l' Action de Gestion, les Actions Ordinaires de Classe A les «Actions»). Chaque détenteur d'Actions Ordinaires de Classe A est ci-après référencé en tant qu'«Actionnaire Ordinaire», chaque détenteur d'Actions de Préférence de Classe A est ci-après référencé en tant qu'«Actionnaire de Préférence de Classe A», sachant que les Actionnaires Ordinaires, les Actionnaires de Préférence de Classe A et le détenteur de l'Action de Gestion sont référencés ci-après en tant qu'«Actionnaires». L'Action de Gestion serait tenue par l'associé commandité de la Société.»

L'article 6.7.1 des statuts de la Société devrait donc se lire comme suit:

« **6.7.1.** La Société a émis onze millions cent mille (11.100.000) actions ordinaires de fondateur de classe B chacune ayant une valeur nominale d'une pence sterling (GBP 0,01) pour une valeur nominale totale de cent onze mille livres sterling (GBP 11.1000,-) ce qui ne représente pas le capital social de la Société et qui ne confère aucun droit aux détenteurs sauf disposition contraire des présents Statuts (les «Actions Ordinaires de Fondateur de Classe B»).»

Cette résolution est approuvée par l'ensemble des Actionnaires présentes ou représentées.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nicolay, Nagel, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 3 juin 2014. Relation: RED/2014/1223. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014080574/265.

(140095979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Wajos Luxemburg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6006 Grevenmacher, 5, an den Längten.

R.C.S. Luxembourg B 187.586.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den zweiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch.

IST ERSCHIENEN:

Herr Daniel MÜLLER, geboren am 17.09.1978 in Wittlich, Kaufmann, wohnhaft in Kirchstrasse 1, D-54518 Bergweiler.

Der Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Rechtsform - Zweck - Benennung - Sitz - Dauer

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, wie abgeändert, und der vorliegenden Satzung.

Der einzige Gesellschafter kann sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschliessen und die zukünftigen Gesellschafter können ebenso die geeigneten Massnahmen treffen, um die unipersonale Eigentümlichkeit der Gesellschaft wieder herzustellen.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Gross - und Einzelhandel mit Waren aller Artikel

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft alle Tätigkeiten kommerzieller, finanzieller oder sonstiger Art ausüben, soweit sie dem Gesellschaftszweck dienlich oder nützlich sind.

Art. 3. Die Gesellschaft nimmt den Namen „Wajos Luxemburg“ an.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Grevenmacher.

Er kann durch Beschluss der Gesellschafter in jede andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), aufgeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125).

Jeder Anteil gibt Anrecht an einem Teil der Aktiva und Gewinne der Gesellschaft im direkten Verhältnis der bestehenden Anteile.

Art. 7. Jedwede Anteilsübertragung unter Lebenden durch den einzigen Gesellschafter sowie die Übertragung von Anteilen durch Erbschaft oder durch Liquidation einer Gütergemeinschaft zwischen Eheleuten ist frei.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Im Falle einer Übertragung wird, gemäss den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, der Wert eines Anteils auf der Basis der drei letzten Bilanzen der Gesellschaft bewertet und, im Falle wo die Gesellschaft weniger als drei Geschäftsjahre zählt wird er bewertet aufgrund der Bilanz des letzten Geschäftsjahres oder jener der beiden letzten Geschäftsjahre.

Geschäftsführung

Art. 8. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, verwaltet.

Sie werden vom einzigen Gesellschafter oder, je nachdem, durch einfache Stimmenmehrheit der Hauptversammlung (oder durch schriftlichen Beschluss) der Gesellschafter ernannt oder abgesetzt. Auf die gleiche Weise, werden ihre Befugnisse sowie die Dauer ihres Amtes festlegt. Sofern die Dauer ihres Amtes nicht festgelegt wurde, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt, und ohne Grund (ad nutum) und zu jeder Zeit abberufen werden.

Die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Vollmachten gegenüber Drittpersonen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die Gesellschaftssatzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, sollen dem Einzelgeschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführung zustehen.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Geschäften durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers vertreten.

Sind mehrere Geschäftsführer vorhanden, so wird die Gesellschaft jederzeit durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Rat der Geschäftsführer bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Spezifische oder beschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an Bevollmächtigte, die nicht Gesellschafter sein müssen, erteilt werden.

Entscheidungen des einzigen Gesellschafters

Gemeinsame Entscheidungen von mehreren Gesellschaftern

Art. 9. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Jede Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, wie abgeändert, aus.

Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverteilung

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Die Bücher der Gesellschaft werden nach handelsüblichem Gesetz und Brauch geführt. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Inventar der Aktiva und Passiva und eine Bilanz, welche das Inventar zusammenfasst, sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Saldo dieses Kontos, nach Abziehen der allgemeinen Unkosten, Lasten, Abschreibungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn.

Von diesem Nettogewinn werden jährlich fünf Prozent zugunsten der gesetzlichen Reserve abgezogen. Diese Zuteilungen sind solange obligatorisch bis die gesetzliche Reserve ein Zehntel des Kapitals beträgt; sie müssen wieder aufgenommen werden wenn zu einem gegebenen Augenblick und aus irgendeinem Grunde, die gesetzliche Reserve angegriffen ist.

Der Restbetrag wird dem einzigen Gesellschafter zugeteilt oder, je nachdem, unter den Gesellschaftern verteilt, wobei dieser oder diese, handelnd laut den gesetzlichen Bestimmungen, entscheiden kann oder können, dass der Restbetrag auf das folgende Jahr übertragen oder auf eine aussergesetzliche Reserve gutgeschrieben wird.

Auflösung

Art. 12. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die notorische Zahlungsunfähigkeit, die gerichtliche Entmündigung oder den Bankrott eines Gesellschafters aufgelöst.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die eventuelle Liquidation vom oder von den Geschäftsführern im Amt oder von einem oder mehreren Liquidatoren, vom einzigen Gesellschafter oder von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt, ausgeführt. Der oder die Liquidatoren sind mit den ausgedehntesten Vollmachten zur Realisierung der Aktiva und zur Zahlung der Passiva ausgestattet.

Die Aktiva der Liquidation werden, nach Abzug der Passiva, dem einzigen Gesellschafter zugeteilt, oder, je nachdem, unter die Gesellschafter im Verhältnis ihrer zukünftigen Anteile aufgeteilt.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 13. Für alle nicht durch die vorliegende Satzung geregelten Angelegenheiten verweisen die Gesellschafter auf das anwendbare Recht.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Einzahlung

Herr Daniel MÜLLER, geboren am 17.09.1978 in Wittlich, Kaufmann, wohnhaft in Kirchstrasse 1, D-54518 Bergweiler, vorbenannt, erklärte, die einhundert (100) Anteile zu zeichnen und die Auszahlung dieser Gesellschaftsanteile wie folgt vorzunehmen durch eine Einzahlung in bar in Höhe von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500,- €).

Es ergibt sich somit, dass das Gesellschaftskapital vollständig eingezahlt ist und der Gesellschaft in Höhe von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500,- €) zur Verfügung steht.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Entgelte und Lasten irgendwelcher Art, die der Gesellschaft bei ihrer Gründung erwachsen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr eintausend fünfhundert Euro.

Beschlüsse

Sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der einzige Gesellschafter welcher das Gesamtkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Zum Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit und mit der Befugnis die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift zu vertreten wird ernannt:

Herr Daniel MÜLLER, geboren am 17.09.1978 in Wittlich, Kaufmann, wohnhaft in Kirchstrasse 1, D-54518 Bergweiler
2) Der Gesellschaftssitz ist festgelegt in 5, an den Längten, L-6006 Grevenmacher.

Handelsermächtigung - Reglementierte Berufe

Der Notar informiert die erschienen Partei darüber dass vor jedwelcher Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit, beziehungsweise eines reglementierten Berufes, die Gesellschaft zunächst im Besitz einer Handelsermächtigung beziehungsweise einer Genehmigung betreffend die Ausübung eines reglementierten Berufes seitens der zuständigen Behörden sein muss sowie alle anderen Auflagen und Verpflichtungen erfüllen muss. Der Komparent bestätigt ausdrücklich diesen Hinweis erhalten zu haben.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. Müller, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 mai 2014. Relation: RED/2014/1183. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 10. Juni 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014081290/132.

(140095602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Inzag II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 151.604.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052473/9.

(140060105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

J.A.F. S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 77.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014053109/9.

(140061268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Landericus Holding Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.164.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés en date du 24 mars 2014:

- Acceptation de la démission avec effet immédiat de Monsieur Jean Lambert, gérant de la société,
- Nomination avec effet immédiat de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, né le 3 décembre 1970 à Knokke (Belgique), résidant professionnellement au 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014053153/15.

(140061211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.